

Rouge

BUDGET
Les patrons
sont bien
servis

P. 4.5.6

M 1578 N°1127 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

21 au 27 septembre 1984

Mr. Propre



CHASSE LES EMPLOIS ABSORBE LES SALAIRES

AIRBUS

Cocorico ?

Couac dans les cocoricos sur les antennes : le chômage technique et la baisse des salaires restent au menu des travailleurs de l'Aérospatiale. Le patron de l'usine de Toulouse où est assemblé l'Airbus, a donné le ton dès l'annonce de la commande par la Pan-Am de plusieurs dizaines d'exemplaires de l'avion européen. La politique de rigueur pour cause d'« absence de commandes » demeure quand il y en a ! Les contrats de solidarité généralisés dans l'aéronautique sous le ministère de Jack Ralite (PCF), ont plus d'un tour dans leur sac ! Enfin ! dira l'observateur objectif, cessez de ronchonner, la France n'a pas de pétrole, d'accord, mais elle peut tout de même être fière de son Airbus ! Désolé ! L'amateur d'émotion nationale pur sucre restera sur sa faim à l'aéroport. Airbus est un inextricable assemblage international. Cent trente sous-traitants travaillent aux USA pour compléter les pièces de l'avion, fabriquées en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne, en France et même ailleurs... La vente d'un appareil à la Pan-Am rapportera aux USA environ le tiers du prix du produit en dollars. L'équivalent en gros de ce que rapporte la vente d'un Boeing 737, concurrent direct du futur Airbus A 320. Les deux avions, d'ailleurs, seront équipés de moteurs fabriqués en collaboration par Général Electric (USA) et la SNECMA (France). Produire français dans l'aéronautique... désolé, mais... La construction ne connaît pas de frontières. La concurrence entre les constructeurs non plus. Des deux côtés de l'Atlantique, les travailleurs en paient les frais communs, l'adaptation systématique des effectifs au plan de charge chez Boeing, le chômage technique à l'Aérospatiale. Il y aurait pourtant matière à production. Mais les concurrents n'ont que faire des besoins en flotte de transport de multiples pays qui s'écrasent sur le mur du coût en dollars. Quant à l'accès à tous du transport aérien... par la multiplication des avions, c'est une autre chanson. Les cocoricos de l'économie libérale font couac !

Michel Morel

FRONT NATIONAL

A la recherche de la respectabilité

M. Le Pen est toujours à la recherche d'une respectabilité. Touchez à sa réputation, rappelez son itinéraire et vous le voyez prendre les mimiques de Gérard Depardieu dans « Le Tartuffe ». Et surtout, la base militante du dirigeant du Front national a de plus en plus de mal à freiner ses ardeurs.

Le Pen a porté plainte contre le *Canard enchaîné* qui a publié le témoignage d'anciens militants du FLN, affirmant avoir été torturé par lui, lors de la guerre d'Algérie. Et il va même jusqu'à attaquer en justice le populaire animateur de télévision, Stéphane Collaro, qui a osé assortir sa caricature d'un casque à pointe et d'un accent germanique.

Cette avalanche de procès vise à réduire au silence les adversaires du Front national en prévision des prochaines échéances politiques. Les dirigeants de ce dernier, écrivait Alain Rolat dans le *Monde* du 15 septembre, « ont consacré leur été à la mise en place d'une structure serrée, dont l'organisation est axée sur la préparation des scrutins de 1985 (cantonales) et 1986 (législatives). Il possède désormais

dans chaque région ou presque, un état-major composé d'un délégué régional, de délégués départementaux et de responsables cantonaux ».

La fête « bleu-blanc-rouge » organisée les 15 et 16 septembre à Paris fut l'occasion d'affirmer le « nouveau look » du parti. Les panneaux provocateurs à la gloire du maréchal Pétain — omniprésents lors des précédentes initiatives de ce genre — avaient disparu. De même, les auteurs d'ouvrages complaisants envers le régime hitlérien furent priés de s'abstenir.

Hélas, la base militante de « Jean-Marie », celle qui lui a permis d'occuper de devant de la scène, a de plus en plus de mal à freiner ses ardeurs. On l'a bien vu lors de cette fête, quand de vigilants défenseurs de la race aryenne s'en prirent à une

journaliste de *Libération* dont le faciès était peu conforme à leur conception du monde. Ruth Elkrief — c'est son nom — fut molestée, insultée et vertement priée « d'aller se faire monter par vingt nègres » et de « foutre le camp dans son pays ». Ses courageux agresseurs évoquaient-ils par hasard Israël ?

C'est sans doute pour répondre aux fantasmes de ses adeptes et à leur désir d'en découdre, que le caudillo du Front national, pour clore son rassemblement se lança dans un discours délirant contre les étrangers : « *Il suffit de regarder les rues, les aéroports, les services sociaux, les HLM où nous sommes boutés par une véritable marée humaine. Ceux qui défendent ce système sont les complices d'une entreprise de subversion du continent européen et de la France (...). Le jour où les consignes de terrorisme et de soulèvement seront envoyées de l'étranger, qui peut prétendre qu'elles seront jugulées, sauf au prix d'un torrent de sang ?* »

Le Pen n'en a probablement pas fini avec des débordements qui en disent long sur la véritable nature

de la base de son mouvement. La prochaine élection législative partielle du Puy-de-Dôme lui fournit un nouveau sujet de méditation. Il oppose en effet à Giscard, son représentant local, Jean-Claude Waterlot. Or, cet individu a de bien mauvaises fréquentations. Il conduisait déjà la liste d'extrême droite aux municipales de mars 1983. Une liste sur laquelle figurait, en vingtième position, une dénommée Eliane Polégat qui devait peu après se retrouver en prison pour ... proxénétisme.

Aux côtés de cette respectable commerçante dont les policiers ont trouvé le bar trop accueillant, on trouvait Daniel Piedfort. Encore un qui joua peu après de malchance, puisque son père, sa mère et ses deux frères furent arrêtés pour « assassinat et recel de cadavres ». Ils avaient tout bonnement exécuté deux jeunes gens et cherché à faire disparaître leurs corps en les jetant au fond d'un puits.

Dur comme carte de visite quant on pourfend à longueur de profession de foi, l'« insécurité » et le « laxisme ».

C. P.

CORSE

Nouveaux procès de militants nationalistes

Malgré les résultats des élections régionales du mois d'août, l'Etat français refuse de reconnaître la nature politique du combat mené par le FLNC.

Le 20 septembre à Paris s'ouvre le procès de cinq militants nationalistes corses inculpés de destruction de biens sociaux lors d'une « nuit bleue » de mars 1983. Tous ces militants ont décidé une défense politique justifiant leur action par leur combat pour le droit à l'autodétermination.

Chacun peut penser ce qu'il veut des méthodes employées par le FNLC dans son combat, nul ne peut ignorer la nature politique de son action. Or, bien

évidemment, la justice française refuse d'accepter cette évidence et dénie tout caractère politique à l'action de ces militants, tout comme Margaret Thatcher refuse de reconnaître les prisonniers de l'IRA comme des prisonniers politiques.

La nature du combat du FNLC a dû changer depuis 1981, puisque avant le 10 mai, le PS qui dirige aujourd'hui le gouvernement reconnaissait que le FLNC menait un combat politique. Depuis 1981, les nationa-

listes corses ont perdu le minimum de soutien démocratique que leur accordait la gauche française et bien évidemment n'en ont pas pas pour autant reçu de nouveaux de la droite.

C'est sans doute cela qui fait croire aujourd'hui à la police et à la justice qu'elle peut enfreindre des droits démocratiques élémentaires dans la répression qu'elle continue d'exercer en Corse.

Il en est ainsi du procès qui a eu lieu cet été contre des militants du MCA de Balagne où la défense (Maître Dreyfus et Maître Conte) a pu faire éclater que plusieurs dossiers étaient vides ou fabriqués de toutes pièces.

Ces procès contre les militants nationalistes se doublent aujourd'hui en

Corse d'une répression qui sévit même sur le terrain culturel. Ainsi, à Lugu di Nazza, cinq cents gendarmes ont été mobilisés le 1^{er} septembre pour encercler le village où devait se dérouler une soirée culturelle. Rien n'y a fait ! Six kilomètres de marche à pied n'ont pas dissuadé mille personnes d'assister à un récital du groupe des Muvrini...

« *Les grandes libertés périssent par de petites atteintes* », disait le philosophe Alain. Aujourd'hui en Corse, elles se multiplient et les nombreux silences complices ne doivent pas empêcher que ceux qui sont attachés aux libertés démocratiques élèvent aujourd'hui la voix pour exiger le statut politique pour les prisonniers corses.

Laurent Carasso

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Plusieurs milliers de personnes ont manifesté le 19 septembre à Paris contre l'extradition des sept militants basques, à l'appel du comité de soutien aux réfugiés, de la LCR, de Lutte ouvrière, du PCML, de la Fédération de la gauche alternative, de l'UTCL, du CEDETIM et du PCI. En médaillon, un groupe de militants des JCR de Pau s'est enchaîné dans le centre de Pau.



EXTRADITION DES BASQUES

Une liberté menacée

En s'en prenant aux réfugiés nationalistes basques, le gouvernement a remis en cause l'un des derniers engagements auquel il feignait encore d'être fidèle : la défense des libertés. Mais comment ce domaine aurait-il pu échapper à la logique générale d'une politique ?

François Mitterrand ira-t-il jusqu'à s'inspirer de l'exemple de son prédécesseur ou de celui de Thatcher ? Osera-t-il extradier les sept nationalistes basques dont la tête est demandée par le gouvernement espagnol, comme Giscard livra, en 1977, l'avocat Klaus Croissant à la RFA ? Osera-t-il laisser mourir en prison les huit militants qui observent une grève de la faim depuis le 9 août dernier, comme Thatcher resta intransigeante devant le jeûne des prisonniers irlandais, en 1981 ? A l'heure où ces lignes sont écrites, c'est l'incroyable dilemme dans lequel l'équipe au pouvoir s'est elle-même enfermée.

En réalité, sur la question basque, les vainqueurs de 1981 n'ont pas rompu avec l'héritage de la droite. Ils n'ont jamais abrogé les dispositions de 1979 qui permettent de refuser le statut de réfugié aux ressortissants de l'Etat espagnol.

L'« insécurité juridique » dans laquelle se trouvent les quelques sept cents Basques résidant en France s'est encore accentuée depuis le 10 janvier 1984. Car, depuis cette date, vingt-trois militants nationalistes ont

été expulsés vers l'Amérique latine, tandis que plusieurs autres étaient assignés à résidence, très loin de la frontière espagnole. Pour légaliser cette pratique, Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, décréta même, le 26 mars 1984, que les nouveaux exilés d'« origine basque » seraient interdits de séjour dans les neuf départements du « grand Sud-Ouest ». Et, le 14 juin, l'hôte de la place Beauvau signait, avec son homologue espagnol, une déclaration indiquant : « Un terroriste [basque] n'est pas un réfugié politique. »

Violation de la Convention de Genève

Telle est donc la réponse de la gauche française aux pressions des gouvernants socialistes espagnols et aux attentats du Groupe antiterroriste de libération (GAL), ce groupe qui, téléguidé par les flics de Madrid et s'appuyant sur la pègre française, a entrepris de liquider les réfugiés les plus en vue.

Pour justifier son attitude, Paris argue du retour de l'Espagne à la « démocratie ». Dans son rapport 1983, Amnesty International — pourtant peu suspecte de sympathies pour l'ETA — réfutait pourtant par avance cette appréciation, démontrant qu'il n'existait aucune protection pour ceux qui tombaient entre les mains de la police ou de la justice, de l'autre côté des Pyrénées. « A plusieurs reprises, indique ce document, Amnesty International a exprimé (...) sa conviction que la détention prolongée, au secret, même ordonnée par un tribunal, offre la possibilité d'infliger de mauvais traitements aux détenus car, alors, aucun contrôle judiciaire effectif n'est exercé sur les conditions de détention dans les locaux de la police et de la Guardia civil. La Constitution de 1978, en son article 17-3, garantit aux détenus le droit de voir un avocat, mais les dispositions spéciales de la législation antiterroriste suppriment ce droit. »

D'ailleurs, même si l'argument des responsables français se trouvait fondé, il ne justifierait nullement les attaques dont sont l'objet les exilés basques. Pour la Convention de Genève, en effet, l'obtention du droit d'asile n'est subordonnée à aucun examen préalable de la situation du pays d'origine du demandeur. Elle stipule simplement que le statut de « réfugié » s'applique à toute personne « qui, par suite d'événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 et craignant d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. »

Un nouveau reniement

Quel bilan accablant ! Cette équipe qui, en 1981, affirmait vouloir étendre les « espaces de liberté » se trouve maintenant prise en flagrant délit de violation des conventions internationales. Rien d'étonnant en vérité. Les libertés ne pouvaient échapper à

la logique implacable d'une politique consistant à donner des gages à la réaction.

Depuis trois ans, la droite et l'extrême droite n'ont cessé d'exiger la préservation de l'héritage liberticide de l'ancien régime, d'en appeler à la coordination internationale des polices contre le « terrorisme » et au respect des engagements de la France envers les pays voisins. Comme par le passé, un appareil judiciaire hyper-conservateur a continué à se référer à l'« espace judiciaire européen » que voulait instaurer Giscard et à donner le feu vert à toutes les demandes d'extradition. Et devant ces pressions convergentes, la veulerie de nos gouvernants s'est, une fois de plus, manifestée.

Seul le développement de la mobilisation paraît aujourd'hui faire hésiter Mitterrand et Fabius. Depuis quelques semaines, les manifestations se multiplient au nord et au sud du Pays Basque (voir page 14). Les motions syndicales commencent à affluer. Le 19 septembre, des milliers de personnes ont manifesté simultanément à Paris et à Pau.

Bien que remarquablement silencieux jusqu'alors, le PS et le PCF ont fini par se prononcer contre les extraditions. Le 16 septembre, Lionel Jospin en appelait à « trouver une solution différente », tandis que l'Humanité écrivait : « Le réalisme doit conduire à regarder l'Espagne telle qu'elle est, c'est-à-dire toujours avec son problème basque et en cours de démocratisation. » Il reste que les deux partis se gardent bien d'exiger une totale liberté d'expression et d'action pour les militants basques.

Il n'est cependant plus possible de tergiverser et de prendre prétexte de divergences avec l'ETA. Le droit d'asile, le droit pour n'importe quel militant étranger de poursuivre son combat politique en France sont des conquêtes imprescriptibles. Se mobiliser pour les défendre contre les attaques de la droite, contre les reniements du gouvernement, est le devoir de toutes les organisations ouvrières et démocratiques sans exception.

19 septembre 1984
Christian Picquet

Déclaration LCR-LKI

Deux délégations de la LKI (Liga Komunista Iraultzailea) et de la LCR (section du Pays Basque), sections de la IV^e Internationale, se sont rencontrées le 12 septembre 1984 à San Sebastian.

Conscientes de la situation que traversent les réfugiés basques en Euskadi-Nord — situation aggravée par le danger imminent d'extraditions —, la LCR et la LKI appellent, dans l'Etat espagnol et l'Etat français, les organisations du mouvement ouvrier et du mouvement abertzale, les associations démocratiques, à mobiliser massivement et dans l'unité contre les extraditions, pour le rétablissement du statut de réfugié promis par le candidat Mitterrand en 1981.

Au-delà des divergences politiques qu'elles peuvent avoir avec les méthodes de l'ETA, elles réaffirment, indépendamment de telle ou telle position, la nécessité fondamentale de défendre les droits démocratiques des réfugiés basques et le refus de toute extradition.

Enfin, par leur solidarité internationaliste, dans le combat pour défendre les réfugiés basques, elles montrent que la solidarité des peuples est la meilleure arme contre les campagnes chauvines et répressives des gouvernements.

Défendre les droits démocratiques des réfugiés basques, c'est défendre les droits démocratiques des travailleurs.

La semaine prochaine

Quatre pages spéciales

- Oui, la baisse du pouvoir d'achat est réelle et massive.
- Qui en sont les profiteurs ?
- Comment lutter ? Quelle revendication mettre en avant ?

Construire la mobilisation unitaire

Un budget se donnant pour priorité de « libérer l'épargne privée » expliquait Pierre Bérégovoy au *Quotidien de Paris* le 3 septembre... On voit qui en fait les frais : les fonctionnaires dans leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail, les usagers devant la hausse des tarifs publics et de la taxe sur l'essence, les retraités, les chômeurs, les équipements collectifs de santé ou autres...

On sait qui en profite : les profits patronaux alimentent la spéculation et quelques investissements dans les secteurs intéressants pour les exploiters. Solde pour les travailleurs : les emplois précaires se développent, le mi-temps imposé aux femmes de même, le pouvoir d'achat en prend un gros coup, et 138 800 emplois ont été supprimés en un an dans l'industrie.

Incontournable réalité : opposer défense des salaires et défense de l'emploi fait le jeu des secteurs les mieux placés du patronat. Et, finalement, tout ce qui s'oppose à la lutte d'ensemble contre la politique d'austérité fait le jeu des ennemis des travailleurs.

Découragement, amertume, désarroi dans les rangs ouvriers, principal résultat de la politique de la majorité, ne peuvent se combattre

que d'une seule façon : en construisant la mobilisation d'ensemble. Tous ceux qui en ont conscience, par tous les moyens possibles, doivent faire en sorte que les organisations syndicales proposent des perspectives de lutte réalistes : une journée d'action de l'ensemble de la fonction publique, par exemple, même intersyndicale et unitaire au sommet des fédérations, ne fait le poids si elle n'est pas clairement liée à une mobilisation qui ne s'arrêtera pas à un « avertissement ». Les députés qui voteront le budget n'ont pas besoin d'une telle journée d'action pour être « avertis » : ils savent que cette politique tourne le dos aux travailleurs ; et ceux-ci savent qu'il faut une mobilisation prolongée capable de s'élargir et de durer assez pour imposer aux députés de voter autre chose que ce que le gouvernement propose.

Agir pour construire une réelle mobilisation, sans attendre, est la seule voie pour défendre l'ensemble des revendications des fonctionnaires. Et défendre les salariés de l'Etat est aussi le moyen pour que l'austérité de l'Etat-patron ne serve pas de modèle pour le patronat du privé.

P. R.

Curieux! Les patrons ne hurlent pas

On sait : Gattaz aurait voulu encore plus d'allègement de la taxe professionnelle. Comme il aurait voulu plus de tout ce qui rapporte à lui et ses pareils.

Mais, finalement, un silence troublant, de la part de ces milieux, vaut la peine d'être noté : les avez-vous entendu se scandaliser sur l'augmentation des taxes sur l'essence ou le téléphone ? Bien sûr il y eut quelques déclarations ironiques contre le gouvernement, qui sont de la polémique courante. Mais pas une vraie dénonciation qui ferait du bruit avec les moyens qu'ils ont. En fait, constatons-le : c'est avec un assez grand calme que le patronat prend l'augmentation de cette fiscalité indirecte.

Quelques mots d'explication s'imposent donc. Ne l'oublions pas, cette affaire du « taux des prélèvements obligatoires » est un misérable bluff : pour parvenir à démontrer que les « prélèvements obligatoires » s'élèvent à 45 % du PIB (produit intérieur brut) les « experts » additionnent bravement des réalités très différentes (cf. *Rouge* du 14 septembre 1984). Une fois corrigé, ce « taux » se ramène à 16 % : l'écart entre 45 % et 16 % ce sont les sommes qui, distribuées par l'Etat, ne servent pas à financer

« un Etat trop cher » mais servent à payer les fonctionnaires qui consomment ou les retraités par exemple qui, eux aussi, achètent et dépensent un argent qui finit dans la poche des patrons. Donc, ce qui importe pour ces messieurs du patronat, à l'inverse de leurs discours politiques antiétatiques, ce n'est pas « le taux brut des prélèvements obligatoires », mais ce qu'ils paient eux-mêmes.

Tout de même, il reste un problème : pourquoi les patrons ne hurlent-ils pas sur l'augmentation des taxes ? La réponse peut faire sauter : en fait, pour l'essentiel, ils ne les paient pas ! Outrance d'un journal révolutionnaire ? Pas une seconde : la preuve est facile à donner. Les taxes sur les services publics, que vous et moi payons, font partie, dans une entreprise, des « frais généraux » (téléphone, voitures, déplacements dit « de fonction » pour les P-DG et hauts cadres), et ces « frais généraux » interviennent dans la comptabilité pour diminuer les impôts. Résumons-nous : nous payons à la fois les impôts et les taxes, les patrons ne paient qu'une fois.

Qui peut dire « Vive Laurent Fabius » ?

P. R.

Le patronat est bien servi

Impôts: la baisse rapporte aux gros revenus

En présentant bien les choses, les services du Budget veulent faire croire que la baisse de 5 % d'impôts est une mesure égalitaire : elle rapporterait plus aux bas revenus qu'aux autres.

Cela a amené une « mise au point » des fédérations

CGT et CFDT des Finances. Nous reproduisons le tableau que cette dernière a diffusé dans un communiqué de presse. Et nous y avons ajouté, pour permettre la comparaison, deux colonnes ; une reprenant la présentation de la variation

par le ministère, et une autre où le gain d'impôts est traduit en francs.

Signalons que, une fois n'est pas coutume, le *Quotidien de Paris*, journal de la droite de combat, a reproduit telle quelle l'« information » gouvernementale,

sans une critique ; mais peut-être ne faut-il pas oublier que ce journal recherche une clientèle de cadres...

Nous nous contentons de l'exemple des impôts des célibataires ; mais le bluff ministériel est le même pour les autres catégories.

Bluff ministériel et réalité

Année	Revenu	Impôt	Taux effectif	Variation du taux effectif en %	Economie	Variation en F. constants %
84	55 762	5 090	9,13	-1,14	684 F	-12,4
85	60 000	4 795	7,99			
84	83 643	11 515	13,77	-1,38		-10,0
85	90 000	11 155	12,39			
84	111 524	19 711	17,67	-1,56		-8,9
85	120 000	19 330	16,11			
84	167 286	39 997	23,91	-1,79		-7,5
85	180 000	39 810	22,12			
84	278 810	85 765	30,76	-2,11	6 330 F	-6,9
85	300 000	85 952	28,65			
84	464 684	180 398	38,82	-2,49	12 450 F	-6,4
85	500 000	181 695	36,33			

ESSENCE

Vous roulez? Ils vous roulent

Nous avions, dans *Rouge* du 7 septembre, donné un exemple du remplacement des 5 % d'impôts par des taxes. Si vous économisez 75 F à cause de la diminution d'impôts payables en 1985 et si vous utilisez une voiture vous avez déjà perdu cette somme depuis le début de l'été : elle correspond à l'augmentation de 22 centimes de la taxe sur l'essence nécessaire pour parcourir 4 000 kilomètres

avec un véhicule moyen à vitesse modérée.

Ce prélèvement obligatoire, cependant, plaît beaucoup au gouvernement : les taxes sur l'essence augmenteront ainsi de quarante centimes d'ici à avril 1985 (7,3 centimes par mois en janvier-février-mars et 2,3 centimes en avril). Etant bien entendu que cela n'empêchera pas les pétroliers d'augmenter eux-mêmes le prix du produit... !

Pour bien mesurer comment « ils nous roulent » quand nous roulons, nous reproduisons un tableau publié dans *Libération* du 13 septembre : il montre le nombre de kilomètres qu'on peut parcourir avant que l'augmentation de la taxe sur l'essence ne dépasse la réduction d'impôts.

Rappelons que faire plus de quinze mille kilomètres par an en voiture est chose fort répandue...

La taxe sur l'essence coute chere

Salaire brut annuel		Kilométrage correspondant à une hausse de la taxe de 40 cts
Pour un célibataire		
Pour un couple (2 enfants)*	Baisse de l'impôt 84-85	
60 000	295	6 555
	* NON IMPOSABLE	—
90 000	* 360	8 000
	* 116	2 577
120 000	* 381	8 466
	* 450	10 000
180 000	* 187	4 155
	* 893	19 844
300 000	-187 (HAUSSE)	—
	* 859	19 088
500 000	-1297 (HAUSSE)	—
	* 570	12 666

DETTE PUBLIQUE

80 milliards pour les riches

Seuls les riches ont les moyens de prêter de grosses sommes... On voit donc à qui rapporte le « service de la dette publique », poste correspondant au paiement des intérêts d'emprunt d'Etat. Pour encourager ces messieurs à verser leurs gros sous, le gouvernement leur garantit des intérêts au taux de 14 % ou plus (alors que le taux de la caisse d'épargne est de 7 %).

De 1981 à 1984, cela a déjà coûté 242 milliards de francs, soit de quoi payer pendant quatre ans les salaires et les charges sociales de 250 000 travailleurs ayant un salaire de 4 500 francs par mois. Les chômeurs, nous dit le patronat, coûtent trop cher ! Et l'actuel usage des emprunts publics, répondons-nous, coûtent infiniment plus cher : combien de crèches, de logements de bonne qualité, de machines outils, aurait-on pu produire ? Et combien d'emplois d'utilité publique auraient-ils pu être ainsi financés ?

D'autres choix étaient possibles

Lors de son récent passage à la télévision, Fabius faisait encore référence à la notion d'équité sociale. L'examen de son budget montre que cette référence est purement rituelle. Mais pas pour des raisons techniques : d'autres choix étaient possibles. C'est une question de volonté politique !

A mesure que la poudre aux yeux de la baisse d'impôts se dissipe, la réalité apparaît de manière plus crue. Et, pour commencer, avec cette comparaison établie dans un communiqué de presse par la Fédération des finances CFDT. La baisse de 5 % conduit, pour un célibataire gagnant 60 000 francs en 1985, à une ristourne de 1,14 % de son revenu, soit 684 F. Pour un autre célibataire gagnant 300 000 F en 1985, l'économie réalisée représente 2,11 % de son revenu, soit 6 330 F. La mesure de réduction va donc profiter davantage aux hauts revenus.

Quand les pauvres paient pour les riches

Le fameux taux de prélèvements obligatoires que le budget 1985 doit faire baisser d'un point est toujours présenté de manière globale. On est en droit de se demander comment il se répartit entre les catégories sociales. Une enquête du très officiel CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) fournit la réponse pour 1976. On serait bien sûr intéressé par une actualisation de cette enquête — et pourquoi diable n'est-elle pas commandée ? — mais les résultats n'ont pu être modifiés en un tel intervalle de temps.

Les prélèvements globaux représentaient en moyenne 41,4 % du revenu des ménages. Leur ventilation est riche d'enseignements résumés dans le tableau ci-contre.

Les impôts directs sur les revenus représentent une part relativement faible et répartie justement dans la mesure où les cadres supérieurs paient plus que les ouvriers.

Mais les impôts indirects — pour l'essentiel la TVA — fonctionnent à l'envers : les ouvriers paient plus en pourcentage de leurs revenus que les cadres supérieurs. Ces derniers, en effet, épargnent plus et ne paient donc pas de TVA sur cette partie de leur revenu qui n'est pas consommée.

Cependant, ce sont les cotisations sociales — parts « salariale » et « patronale » confondues : tout cela, c'est du salaire — qui font la différence. Les cotisations sont en effet plafonnées et représentent donc un pourcentage du revenu décroissant à

mesure que ce dernier dépasse le plafond. C'est un mécanisme du même genre qui intervient dans le cas du quotient familial mais dans l'autre sens : un enfant de riches fait économiser plus d'impôts, comme si ses frais d'entretien étaient « par nature » plus importants.

On arrive ainsi à ce résultat renversant qui fait qu'un ouvrier contribue propor-

tionnellement plus qu'un cadre supérieur, sans parler des professions indépendantes qui tirent encore mieux leur épingle du jeu. Cette inégalité ne s'interrompt pas après la retraite. En moyenne, un OS verse au cours de sa vie 200 000 F de cotisation vieillesse, pour un total de 220 000 F, soit un supplément de 10 %. Par contre, un cadre supérieur percevra 930 000 F pour un total de cotisations de 590 000 F, soit un « rendement » de 57 %.

Les riches peuvent-ils payer ?

Cette différence, mesurée par une étude réalisée à la Direction de la prévision,

s'explique essentiellement par l'inégalité dans l'espérance de vie.

L'un des arguments de la bourgeoisie est de proclamer que les taux d'imposition sont déjà si élevés que les augmenter découragerait l'effort d'épargne et ne rapporterait finalement pas tant que cela. Ainsi un article d'*Economie et statistiques* de septembre 1983 indique que si l'on prend par l'impôt tout ce qui dépasse 40 000 F par mois, on obtient un rendement de 4,2 milliards. Ce n'est pas négligeable, d'autant plus que l'on pourrait descendre la barre en dessous de ce seuil qui ne concerne que quelques milliers de ménages.

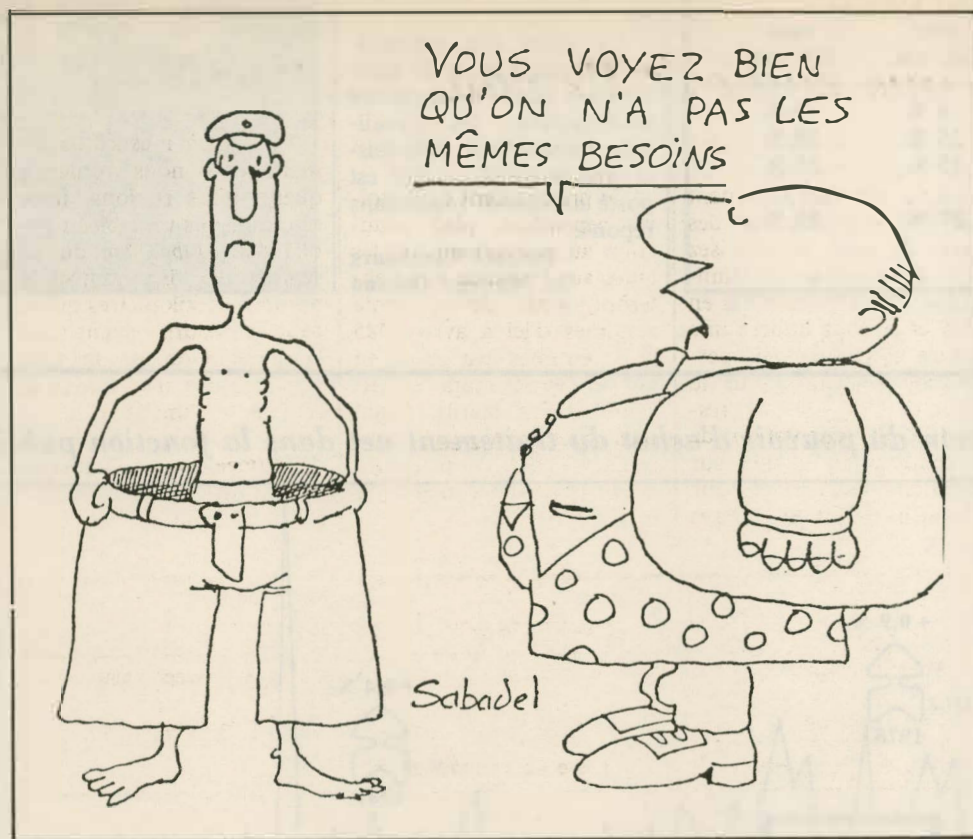
Ce résultat donne une idée de l'inégalité des reve-

200 milliards à prendre

Fraude fiscale : 100 milliards

1 % sur les grandes fortunes : 50 milliards

Réduction des taux d'intérêt des emprunts d'Etat : 50 milliards.



Part des prélèvements en % du revenu primaire pour 1976

	Impôts directs	Impôts indirects	Cotis. sociales	Total
Ensemble des catégories	7,6	12,1	21,7	41,4
Professions indépendantes	22,0	6,3	8,6	26,6
Cadres supérieurs	12,6	9,6	19,6	41,8
Ouvriers	3,2	13,2	32,8	49,2

Source : CERC

Budget

Plein la gueule et pas un rond

Ce que le gouvernement ne veut pas faire

Pour servir les intérêts des travailleurs, un gouvernement issu de la majorité de mai 1981 devrait et pourrait faire une tout autre politique : déplafonnement des cotisations sociales, suppression des avantages fiscaux sur les revenus du capital, institution d'un prélèvement à la source venant alimenter une banque nationale contrôlant l'ensemble des investissements, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, lutte contre la fraude fiscale, extension de la base d'imposition des grandes fortunes.

En chiffrant une partie

de ces mesures, on trouve facilement deux cents milliards dans la poche des exploités alors que le budget actuel s'élève à mille milliards. Prendre aux spéculateurs l'équivalent du cinquième du budget, mesure réaliste de simple justice, ce serait aller vers un affrontement avec la bourgeoisie. Certes. Mais ce serait aussi le moyen de créer des emplois d'utilité sociale et de réorganiser l'économie sur des bases favorables au plein emploi et à la défense du pouvoir d'achat des travailleurs, des retraités, des jeunes.

nus en France : en 1982, le revenu moyen des 10 % les plus pauvres était 14 fois inférieur à celui des 10 % les plus riches. De plus, ceux-ci détiennent 54 % du patrimoine, soit 5 400 milliards environ, tandis que la moitié la plus pauvre n'en possède que 7,5 %. On voit donc au passage que la redistribution opérée par les transferts sociaux est très faible, et on peut déduire de ces résultats la possibilité de mieux répartir les impôts.

La fraude fiscale porte environ sur un tiers du revenu des non-salariés, ce qui représente, du fait des tranches du barème, un manque à gagner considérable, que le SNI-CFDT évalue à près de 100 milliards.

Quand à l'impôt sur la fortune, toute une série de dispositions limite son rendement, pourtant potentiellement important : 1 % sur un patrimoine de 5 000 milliards, cela fait 50.

Encouragement de l'épargne ?

Il faudrait ici dresser la liste des avantages fiscaux aux entreprises : on renvoie au dossier fiscalité du *Critique communiste* n°14 de décembre 1982. Ces mesures sont justifiées par le gouvernement à partir du raisonnement suivant : encourager l'épargne, c'est favoriser l'investissement et ... l'emploi. Le *Canard enchaîné* du 2 mars 1983 avait publié une note où le cynisme de cette argumentation apparaissait sans fard ; on y déconseillait une « hausse de l'impôt sur le revenu » parce qu'elle aurait risqué d'être « concentrée sur les ménages à revenus élevés dont la propension à consommer est inférieure à la moyenne ».

Il est vrai qu'en France les revenus du capital suivent un circuit compliqué : les entreprises paient des intérêts qui reviennent à des particuliers qui ont le choix de placer ces revenus, notamment en procurant de nouvelles ressources aux entreprises, etc. L'ennui est que ce circuit fuit : l'argent

existe, mais il va à l'étranger ou dans des opérations spéculatives juteuses ou même, paradoxe des paradoxes, en emprunts d'Etat. Pour combler son déficit, l'Etat a en effet émis des emprunts à des conditions plus qu'honorables : 13, 14, 15 % à comparer aux 6,5 % des caisses d'épargne. C'est le cercle vicieux : la charge de la dette augmente (+ 20 % dans le budget 1985 !) et vient de nouveau creuser le déficit.

Il y a un moyen simple de rétablir une circulation plus saine : non pas multiplier les avantages fiscaux auprès d'une petite frange de possédants qui en demanderont toujours plus, mais ponctionner à la source. Si l'on veut développer l'épargne, il suffit de la prendre où elle est en baissant le taux des intérêts payés par les banques aux ménages les plus riches et en réaffectant ces sommes en fonction des priorités du Plan. Le moyen existe, c'est le système bancaire nationalisé à 95 %. Et il s'agit, là encore, de recettes tout à fait considérables.

Une autre politique est possible

Sans même parler ici des dépenses et des économies réalisables par exemple sur les crédits militaires, sur le coût des médicaments, etc., il apparaît qu'une autre orientation est possible en matière de politique fiscale. Pas besoin d'ailleurs d'être révolutionnaire pour en convenir. Voici par exemple comment conclut P. Uri, spécialiste fiscal du PS : « Pas de gisement fiscal inexploré, cher Jacques Delors ? (...) Mais alors l'impôt ressemble à ces gisements de pétrole dont les techniques actuelles ne récupèrent que la moitié. La rigueur ne peut se résumer à frapper davantage ceux qui ne peuvent y échapper. »

Seule la mobilisation des travailleurs peut imposer cette alternative à la politique sous-social-démocrate du gouvernement.

Maxime Durand

Les fonctionnaires dans le collimateur

Budget

**Plein la gueule
et pas un rond**

Le budget 1985 baisse les impôts : en contrepartie il baisse les dépenses et parmi celles-ci les salaires des fonctionnaires. D'ores et déjà leur pouvoir d'achat a été fortement amputé : c'est pourquoi la mobilisation des travailleurs du secteur public contre la politique budgétaire est l'une des priorités de cette rentrée.

Qu'il est loin, le temps des discours sur la solidarité ! Aujourd'hui, il est clair que les pertes de pouvoir d'achat dans le public n'ont pas servi à créer de nouveaux emplois. C'est tout le contraire : cette « modération salariale » sert de levier pour peser sur les salaires du privé.

Les effectifs reculent

Après avoir créé des emplois dans la fonction publique (51 000 en 1981, 44 000 en 1982, 24 000 en 1983 et 4 000 en 1984) le gouvernement programme cette année une baisse absolue de 5 500 emplois. C'est le programme de Chirac, un programme anti-étatique qui entraîne une dégradation des services publics et qui, en outre, donne l'exemple et le feu vert au patronat.

Et si Beregovoy se vante d'avoir rétabli l'équilibre de la sécurité sociale, il se garde de préciser à quel prix ce résultat — tout provisoire — a été obtenu : endettement des hôpitaux et réduction de la qualité des soins.

Sur le front du pouvoir d'achat, la situation marque une régression profonde que le graphique ci-dessous illustre parfaitement. Si l'on examine sur une longue période l'indice INSEE du traitement net (après cotisations sociales) dans la fonction publique, il faut remonter de près de dix ans, en novembre 1974, pour retrouver un niveau de pouvoir d'achat aussi bas que celui qui va correspondre à la feuille de paie de ce mois.

Certes, chaque fonctionnaire considéré individuellement a vu son pouvoir d'achat progresser avec son indice : mais cette compensation est fortement inégalitaire, en faveur des plus hautes catégories. Et du point de vue de l'Etat, le coût réel de sa main-d'œuvre a effectivement reculé : tout se passe comme si la baisse 1979-1984 avait effacé la hausse des cinq années 1974-1979.

Pour 1984, aucune nouvelle augmentation n'est prévue après le 1 % et la prime de 500 F d'avril qui, de plus, doivent être considérés comme une contrepartie partielle aux pertes de 1983. Dans ces conditions, où le salaire est fixe et où les prix augmentent d'envi-

ron 0,5 % par mois, on arrive en décembre 1984 à une feuille de paie inférieure de 4,5 % en pouvoir d'achat à ce qui a été perçu en décembre 1983 : c'est ce que l'on appelle évolution en niveau (ou en glissement).

Si l'on compare maintenant le total perçu entre le 1^{er} janvier 1984 et le 31 décembre 1984 au total perçu entre le 1^{er} janvier 1983 et le 31 décembre 1983, on obtient une perte dite en masse (ou en moyenne) qui

n'est que de 1,2 %. Ces différences entre les deux méthodes viennent notamment de la prime de 500 F et du fameux « effet report ».

Enfin, comme le montre le tableau ci-contre, cette baisse s'inscrit dans un mouvement de longue durée que l'on peut résumer par un chiffre, qui peut servir de référence aux revendications : pour retrouver en septembre 1984 le niveau de pouvoir d'achat moyen de 1981, il faudrait aujourd'hui une hausse de 5 % du point d'indice — et non une prime sans lendemain qui ne rétablit pas le niveau.

Pas de complexes

Il n'y a pas de complexes à avoir : désormais la politique d'austérité s'applique à visage découvert et plus personne n'invoque aucune compensation à cette atta-

1. Le salaire se calcule en multipliant la valeur du point (actuellement 20,50 F) par l'indice. Les indices ici indiqués sont les moyennes par catégorie.

Pourcentage des salariés suivant les niveaux de salaire

catégorie	indice (1)	avec Ed. nat.	sans Ed. nat.
D	223	6 %	4 %
C	265	35 %	59 %
B	335	33 %	25 %
A	492		
A'	685	27 %	13 %
A	870		

Evolution par catégories du pouvoir d'achat dans la fonction publique

Moyenne de l'année par rapport à la moyenne de l'année précédente. Source : indices INSEE

%	Ensemble	A	B	C	D
1981	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 1,1
1982	- 1,5	- 1,4	- 1,6	- 1,6	- 1,1
1983	- 1	- 1,8	- 1	- 0,4	+ 0,2
1984*	- 1,2	- 1,1	- 0,7	- 1,8	- 2,1
1984/1980	- 3,4	- 4	- 2,9	- 3,3	- 1,9

* Si aucune rallonge n'intervient.

que en règle contre le pouvoir d'achat et l'emploi.

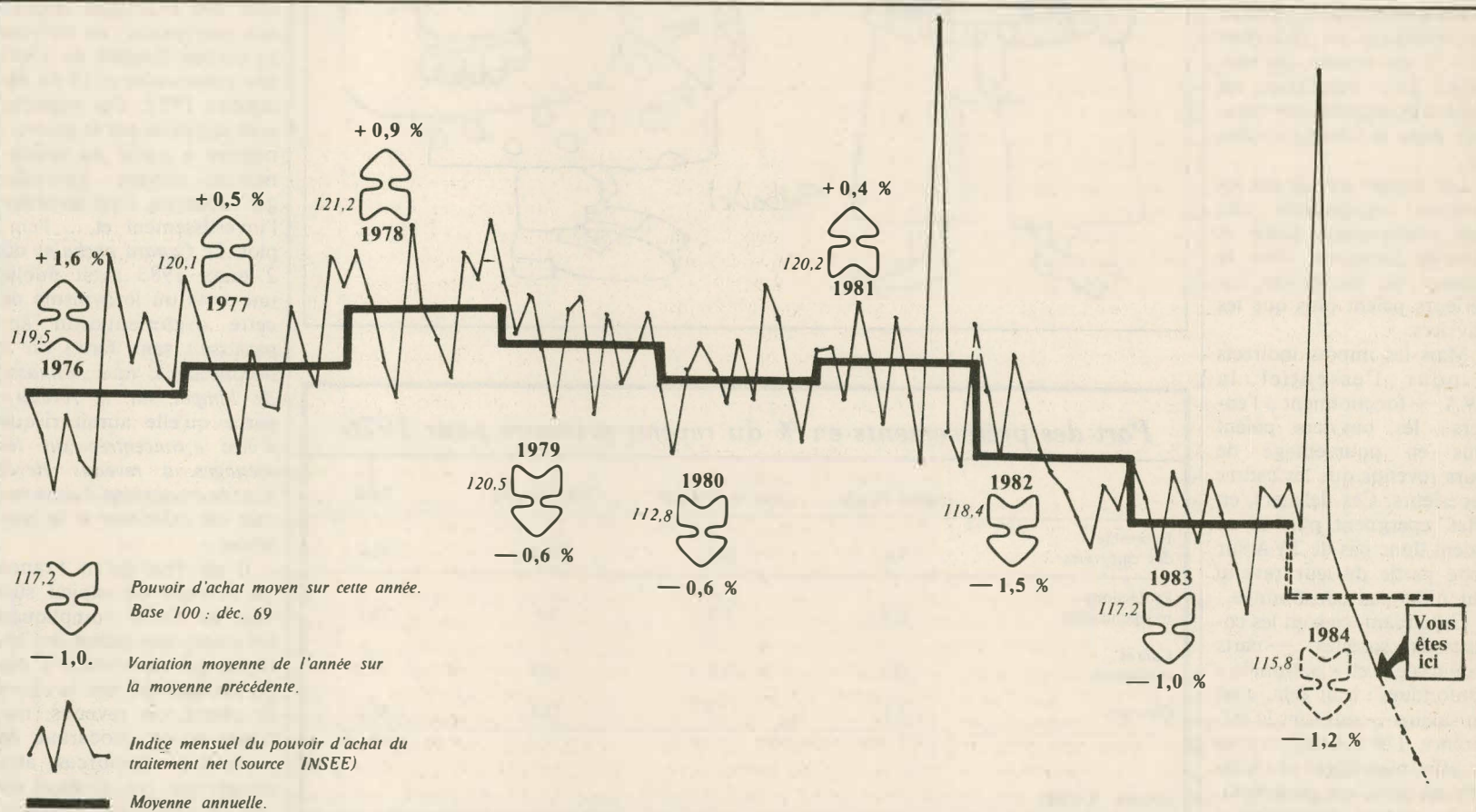
Attendre la petite rallonge que le gouvernement garde sans doute sous le coude serait doublement dangereux. D'abord parce qu'au-delà de 1984 et d'un possible 1 % en fin d'année, l'érosion continuera en 1985 en proportion inverse de la vigueur de la réaction des travailleurs. Et parce que, plus que jamais cette année, l'évolution dans le public servira au patronat à imposer le recul des salaires — pudiquement baptisé « flexibilité » — dans le privé.

La tâche des organisations syndicales est de réaliser dans l'unité la nécessaire mobilisation : les travailleurs sentent bien, cette fois-ci, que le coup qui leur est porté ne saurait rester sans réponse.

Jacques Cherbourg
et Maxime Durand



Evolution du pouvoir d'achat du traitement net dans la fonction publique



POLEMIQUE LCR-PCF A FUMEL

La Ligue est-elle anticommuniste?

Le Travailleur, journal du PCF de Lot et Garonne, attaque la LCR et ses militants de l'entreprise Pont-à-Mousson de Fumel. « La ligue anticommuniste » serait le flanc-garde de la bourgeoisie et de la social-démocratie. Rien que ça ! Mais au-delà de cette hargne stérile, l'article avoue combien le désarroi fait des ravages après le passage du PCF au gouvernement.

Nous comprenons bien les problèmes d'orientation du PCF, tout au moins ceux que rencontrent ses militants ouvriers. L'union rompue en 1977, brusquement retrouvée en juin 1981, et brisée sans crier gare en juillet 1984 : de beaux méandres, dans lesquels se perdent tous les bons militants, même ceux bien disposés à l'égard de leur direction.

Sans nul doute cette gêne est à l'origine d'un billet paru dans le Travailleur, le journal de la fédération du Lot et Garonne du PCF, intitulé fièrement : « La ligue anticommuniste ». La LCR sert d'exutoire à un rédacteur qui, gardant son anonymat, engage le point de vue de son journal tout entier. Dommage que ce nostalgique du règne de Staline reprenne à son compte la calomnie, éculée, sur les trotskystes, agents de la grande bourgeoisie. Sans doute croit-il, par amour de la mode rétro, revenu le temps où le « seul parti de la classe ouvrière » avait encore quelque crédit à dénoncer les hitléro-trotskystes. Passe...

Les problèmes politiques demeurent. Le rédacteur anonyme reproche à notre organisation de ne pas avoir suivi le PCF dans ses différentes confrontations avec le PS. Et d'en conclure que la LCR n'a qu'un objectif : « Tenter d'excuser les faiblesses du Parti socialiste. » « Vous en voulez une preuve », demande le journaliste. Et d'administrer un de ces raisonnements.

La rupture de juillet, reprend-il fidèlement, est faite du refus de Fabius de s'engager dans une « nouvelle politique de lutte en faveur de l'emploi ».

Air connu. Ce qui l'est moins, c'est la couleur locale du PCF de Fumel, qui est ajoutée. « Ils [les communistes] ne peuvent participer dans ces conditions au gouvernement de la France. Le P-DG de Pont-à-Mousson confirme la justesse de leur position en déclarant : ce que j'annonce (les 400 suppressions d'emplois) c'est la politique du gouvernement de la France. »

Que voilà un bien curieux rédacteur, accusant la ligue d'être l'agent de la

bourgeoisie, et qui va trouver confirmation de la ligne de son parti dans les propos d'un P-DG... Sans doute le P-DG de la PAM n'a-t-il jamais opposé aux ouvriers le blocage des salaires en juin 1982, ni la désindexation des mêmes salaires en mars 1983, du temps où le PCF était au gouvernement...

Il y a mieux : « La ligue va-t-elle voir, dans cette situation, une dérive droite du gouvernement ? Non ! Pour elle, c'est le patronat qui manœuvre contre le gouvernement socialiste. » En somme, voilà une organisation, agent de la bourgeoisie, accusée de réserver ses coups aux patrons.

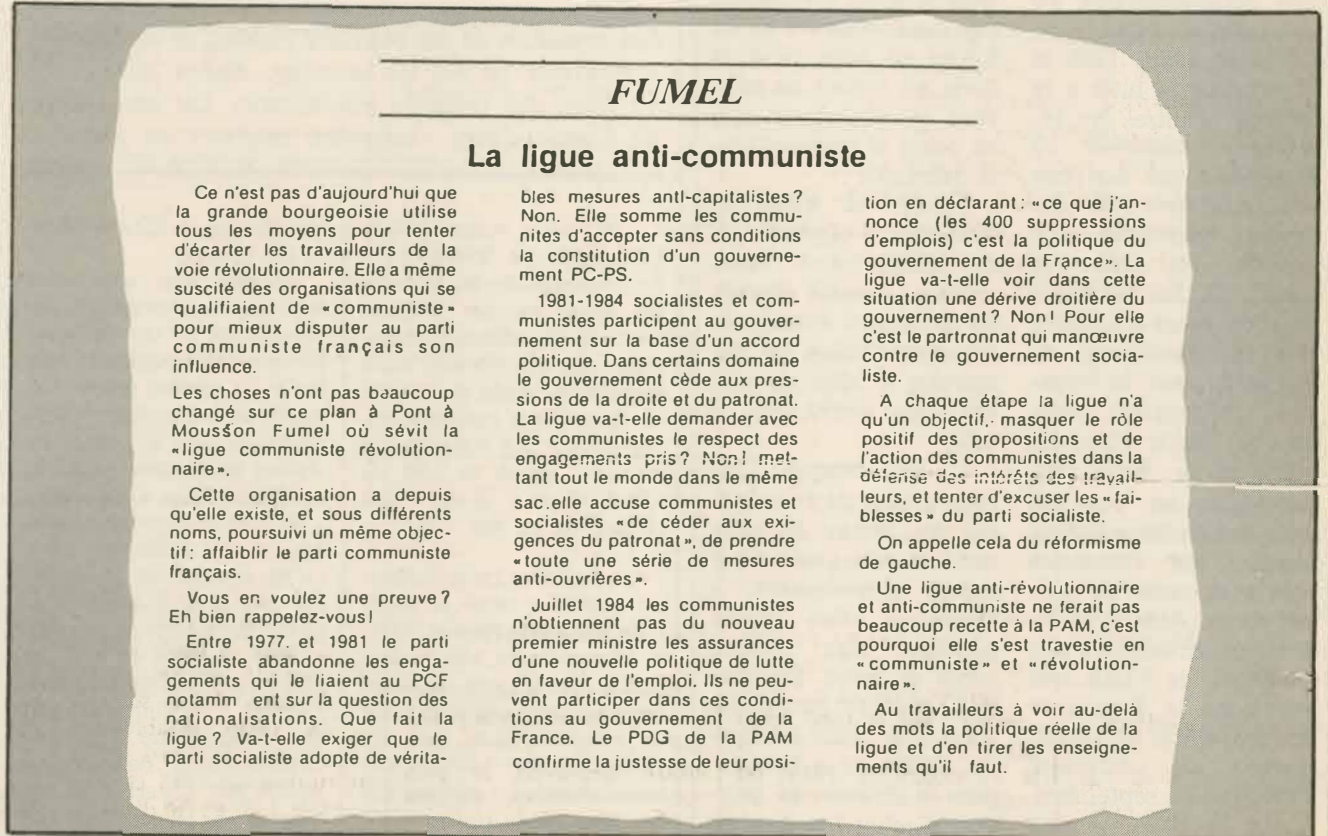
Au-delà de cette logique de gribouille, on comprend combien les militants du PCF du Lot et Garonne ont dû souffrir, pendant trois ans, à vainement défendre l'austérité approuvée au gouvernement par leur parti... communiste.

Et notamment ce fameux « plan acier » au 20 000 suppressions d'emplois, voté par les députés du PCF au Parlement, Marchais en tête. Au fait, c'est ce fameux plan acier qui sert de modèle au P-DG de la PAM-Fumel, dans ses basses-œuvres. Quels salauds, ces social-démocrates...

On peut penser, sans polémique inutile, que ce que cherche à masquer l'auteur de ces lignes, c'est la responsabilité partagée de son parti dans la politique d'austérité des trois gouvernements Mauroy.

Cette puissante motivation, tenter de faire oublier que le PCF a approuvé la mise en place du forfait hospitalier, la réduction des indemnités chômage, la désindexation des salaires, accepté le plan acier et le plan navale, conduit le journaliste du PCF à remonter dans le temps.

Reproche acerbe adressé à la LCR, pour la période 1981-1984 : « La ligue va-t-elle demander avec les communistes le respect des engagements pris ? Non ! Mettant tout le monde dans le même sac, elle accuse communistes et socialistes "de céder aux exigences du patronat", de prendre "toute une série de mesures antiouvrières". » Nous-y voilà. Et bien oui, la ligue a une bonne mémoire,



puisée à la meilleure éducation communiste-révolutionnaire.

La ligue se rappelle que le ministre de l'Emploi s'appelait Jack Ralite quand le gouvernement Mauroy fut dissous, capitalisant un score de 2 300 000 chômeurs.

En revanche, la ligue ne se rappelle pas, et pour cause, que les ministres communistes, même à quatre, aient jamais réclamé l'interdiction des licenciements.

La ligue n'a jamais vu, parce que ça ne s'est jamais passé, que les députés PCF

aient proposé une loi interdisant aux patrons de licencier, et une loi sur les 35 heures sans réduction de salaires.

La ligue, camarade journaliste du Travailleur de Lot et Garonne — et ses mili-

ont fiers —, n'a jamais renié son engagement de classe depuis le 10 mai 1981. Le PCF ne peut en dire autant. Et il cherche un bouc émissaire pour calmer ses dents douloureuses.

Jean Lantier

NOISY-LE-GRAND

Des méthodes de truand

A Noisy-le-Grand, la médecine publique est attaquée. Quand la droite musclée se sent des ailes, elle a recours à ses méthodes favorites : gros bras et coups de force.

Le 12 septembre le conseil municipal de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), à majorité RPR depuis mai 1984, — anciennement municipalité communiste — a voté la fermeture du centre municipal de santé et le licenciement de la majorité des trente-quatre salariés (personnel, médecins et infirmières).

Les arguments que donne la nouvelle municipalité pour justifier la casse de ce centre tout neuf, particulièrement bien équipé, seraient le déficit du budget municipal et le fait que la ville serait déjà largement pourvue en médecins et spécialistes.

Le centre est le seul établissement public de cette commune de plus de 400 000 habitants. C'est le seul endroit où les noisédiens peuvent avoir à la fois un service médical de qualité et

bénéficier du tiers payant. Le fait que ce centre corresponde à un besoin ne fait de doute pour personne, sauf pour l'équipe musclée qui sévit à la mairie. Depuis son ouverture, près de 5 000 dossiers ont été ouverts, et 16 000 actes médicaux ont été pratiqués.

Le fond de l'affaire est politique, évidemment. Le premier adjoint au maire, un certain J.C. Pottiez ne s'en cache pas. Dans une lettre adressée aux personnes protestant contre la fermeture du centre, il écrit crûment, « qu'il n'est pas question pour notre famille d'esprit d'accepter une socialisation de la médecine ».

Les sympathies de cet individu pour l'extrême droite ont été dénoncées et jamais démenties par lui. Il semble notamment entretenir les meilleures relations avec

Yves Van Ghele, nouveau conseiller municipal d'Aulnay-Sous-Bois et ancien dirigeant du PFN. Il n'a pas hésité à employer tous les moyens, y compris illégaux pour faire aboutir son « combat idéologique ». Anticipant sur le vote du Conseil municipal, durant la dernière semaine d'août, il fait muter six des sept secrétaires du centre et les remplace par deux nouvelles secrétaires, vraisemblablement de la même « famille » qui dissuadent les patients de prendre rendez-vous.

Le 1^{er} septembre, par un véritable coup de force, il fait fermer le centre le samedi matin, sans en informer les travailleurs du centre ni les usagers. Lorsque ceux-ci arriveront à 8 h 30, il trouveront les portes fermées par des chaînes, et le centre occupé par le sieur Pottiez, accompagné de trois gardes du corps et de deux conseillers municipaux. Il aura saisi l'occasion pour faire également changer toutes les serrures des portes intérieures, cabinets médicaux compris.

Un comité de défense du centre de santé animé par des usagers s'est constitué,

début septembre. Une pétition circule auprès de la population. Elle avait déjà, la semaine dernière recueilli plus de deux mille signatures.

Le centre de santé fermé, que va-t-il advenir du matériel quasiment neuf et ultra perfectionné que les noisédiens viennent juste de payer au prix coûtant — plus d'un milliard pour la mise en fonctionnement du centre, murs compris, 200 millions de matériel radio, 50 millions de matériel dentaire, etc. — ? Le bruit court qu'il serait vendu à 25 % de son prix d'achat, sans doute à des gens appartenant à la même « famille d'esprit » pour sauver la médecine du péril de « socialisation ». D'autre part, la majorité des médecins du centre, sous contrat de un an devront être rémunérés jusqu'à la fin de l'année... à ne rien faire. Voilà qui va alléger le budget de la commune !

Il ne faut pas s'y tromper : après le centre de santé, c'est le centre culturel, la mission locale, la caisse des écoles et tous les acquis de la commune qui sont visés. Sonia Folloni

EMPLOI

Coordonner
les luttes

La multiplication des luttes contre les licenciements en chaîne renvoie l'été à son véritable statut : une parenthèse. Ces pages réalisées avec nos correspondants en témoignent : certains se battaient avant l'été et reprennent la lutte à la rentrée, d'autres les rejoignent. Mercredi 19 septembre les ouvriers des chantiers de La Seyne marchent sur Toulon. La veille, le mardi 18, les habitants de Troyes ont manifesté avec les travailleurs de Fenwick, ceux de Perpignan entouraient, dans les rues de la ville, les grévistes de Bella. En Dordogne les ouvriers de la Paumellerie luttent depuis des semaines contre la casse de leur entreprise, dans la Manche les travailleurs des chantiers de l'UIE qui ont évité la fermeture de l'entreprise en juillet, restent au chômage technique en septembre.

« A la base, on fait tout ce qu'il faut pour se battre », déclarait récemment un militant syndical de la Manche lors d'une assemblée dé-

partementale de rentrée, s'adressant aux responsables départementaux et à la représentante de la confédération venue prendre le pouls. « Mais vous là-haut, conclait-il, que faites-vous ? » Si les forces en lutte pour le droit au travail ne peuvent se conjuguer, qui en porte la responsabilité première ?

Poser la question c'est déjà y répondre et se demander tout crûment à quoi servent les instances syndicales départementales ou nationales si elles ne servent pas, avant tout, à cela.

Il est chaque jour plus urgent de coordonner les forces de ceux qui luttent au sein d'un même département, à l'intérieur d'un même groupe, aux quatre coins du pays. La lutte pour l'emploi prend-elle ainsi une place exclusive, reléguant à l'arrière plan la défense du pouvoir d'achat ? Autant se demander si les poumons sont plus importants que le cœur !

M. M.

CREUSOT-LOIRE

Barrages
au démantèlement

Les syndicats et les pouvoirs publics se rencontrent à nouveau en fin de semaine. Aucun plan ne filtre des couloirs ministériels. Les travailleurs de Creusot-Loire s'attendent toujours au pire.

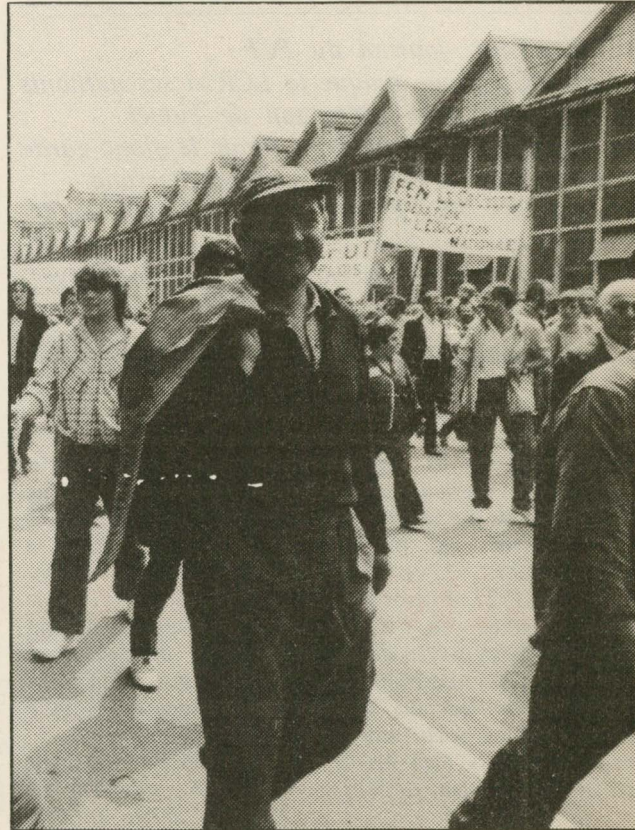
« On a vu comment cela s'est passé en Lorraine... » Le commentaire au Creusot est sans aucune illusion. Entre la mobilisation imposante des travailleurs, de la population locale et le silence pesant des couloirs ministériels et des états-majors où se négocie le sort de Creusot-Loire, la vie d'une région est en jeu.

La Saône et Loire devient un bouchon entre le Nord et le Sud de la France. Mardi 18 septembre, huit heures trente, un serpent de neuf cents voitures quitte la place de Marteau-Pilon, lieu de rassemblement habituel des manifestations creusotines. Du blocage du réseau TGV des deux dernières semaines, on passe aux barrages routiers. L'autoroute Paris-Lyon, la gare de Chagny sont paralysées toute la journée avec le renfort des

travailleurs de Creusot-Loire de Châlon.

Chaque jour qui passe renforce la menace de démantèlement du groupe. Les pouvoirs publics, à leur habitude, restent muets. Les bruits et supputations sont multiples dans les usines, les ateliers du Creusot, à Rives de Giers, Saint Chamond... « Ils sont en train de se partager les différents sites, qu'ils reprendront au moindre prix à la liquidation de biens. On n'aura pas un mot à dire. » « Ils », ce sont les grands groupes nationalisés, Usinor, Alstom-Atlantique, Framatome (filiale de Creusot-Loire détenue en moitié par l'Etat), tous intéressés par tel ou tel secteur du groupe.

La dernière réunion du conseil d'administration démissionnaire a laissé toute latitude au syndic pour superviser tranquillement la



marche de Creusot-Loire par la liquidation de biens. Pineau-Valencienne, P-DG d'Empain-Schneider peut se frotter les mains. Son groupe a récupéré avec la bénédiction des pouvoirs publics, la branche Creusot-Loire (l'usine de traction) qui faisait défaut à Jeumont-Schneider.

Il y a gros à parier que la suite va renforcer ses plans : « La métallurgie serait reprise par Usinor, Framatome, et la mécanique lourde tomberait dans les bras d'Alstom-Atlantique. » « C'est Schutz, l'ancien P-DG d'Alstom qui avait mis au point le premier plan de redressement du Creusot pour l'état-major d'Empain. Le plan Fives-Lille s'en inspire largement. Le prochain a toutes les chances d'être du même type. »

Les travailleurs sont parfaitement conscients de l'enjeu. « Un plan ou un autre ce sera toujours des milliers de chômeurs en plus. » L'inter-syndicale CGT, CFDT, CGC doit proposer les actions à la hauteur. « Les gars refusent les actions classiques », explique un travailleur de Rives de Giers. La semaine prochaine, les unions locales de Rives, de Giers, de Saint-Chamond appellent à une action dans toute la vallée du Giers (Loire). Tout le monde regarde ce qui se passe au Creusot. Creusot-Loire symbolise sans ambiguïté le rejet par les travailleurs et les couches populaires de la politique de massacre industriel du patronat et des pouvoirs publics. « Comme la Lorraine... »

Michel Morel

PAUMELLERIE-ELECTRIQUE

Une «modernisation»,
parmi d'autres

Comment se battre pour son emploi ? Peut-on gagner et comment, si la bagarre est commencée. Ces questions, beaucoup de travailleurs se les posent. Surtout dans ces petites entreprises qui ne sont pas les gros dossiers sociaux qui font la une, genre Creusot-Loire ou Citroën.

● De notre envoyé spécial

La Paumellerie électrique : une entreprise de 679 salariés, répartis en deux unités, l'une en Corrèze, l'autre en Dordogne, sur deux communes voisines. Le patron veut 220 licenciements, tout de suite.

Il s'agit d'une boîte rentable. L'ANVAR a versé cinq millions de francs en 1981, au nom de la recherche de nouveaux produits et de nouveaux marchés. Plusieurs milliards de centimes ont été affectés à l'entreprise au nom du « chômage partiel total et de la formation professionnelle ».

La Paumellerie a des marchés. Elle possède de 70 à 100 % du marché des charnières automobiles, soudées électriquement.

La 205 Peugeot, la R 25 Renault en sont équipées.

Alors ? Il ne suffit pas que l'entreprise soit rentable pour éviter les licenciements. Au cœur du Périgord noir, la lutte de classes existe aussi.

Cette entreprise appartient au groupe Allevard, lui-même membre de la Compagnie générale d'industrie et de participation (société financière du groupe De Wendel) qui regroupe Létang et Rémy, Carnaud emballage ainsi que Ugine-Gueugnon. L'heure est à la reconversion, au reclassement. Dans l'œil du cyclone, cette entreprise où le syndicat CGT (95 % du personnel) est la cible des coups patronaux.

Le groupe invoque la faible rentabilité du département bâtiment et la bonne

marche du département automobile pour se séparer de travailleurs en « sureffectif ». Mais il licencie dans les deux secteurs. La seule logique, là-dedans, celle du profit immédiat. En 1976 et 1980, le patronat avait déjà réalisé de semblables opérations, qui permirent de faire travailler davantage ceux qui restaient, sans qu'ils participent d'aucune manière aux bénéfices réalisés.

Les patrons font sans doute des économies. Mais pas l'économie de l'affrontement avec les travailleurs.

Gangsters
en Périgord

La Rivière de Mansac et Terrasson, communes des deux usines de la Paumellerie électrique, sont plus connues par leur proximité avec les sites préhistoriques des Eyzies ou de Lascaux. Elles sont pourtant le théâtre de mobilisations actives.

Le 6 septembre, la gare de Brive est occupée, le Capitole arrêté sur la voie par les grévistes. Coup de chance, le directeur régional SNCF était dans le train, et

refusera le recours aux CRS.

La veille, le 5, la sous-préfecture de Brive reçut la visite vigoureuse des grévistes. Et deux jours plus tard, une manifestation interprofessionnelle se déroula à Terrasson. Bref, la lutte de la Paumellerie se voit, comme ces panneaux qui jalonnent la route nationale et qui dénoncent les méthodes patronales de liquidation de l'emploi.

Dans ce chaud climat, la direction patronale préfère négocier à Paris. Comme ce 5 septembre, à l'hôtel Frantel d'Orly, avec quarante gorilles loués par la direction, et qui se livrent à diverses provocations sur les délégués.

Car l'habitude, à la Paumellerie, c'est le secret patronal et le muscle des hommes de main. Ainsi l'affaire des licenciements a été éventée par une grève surprise, en juin. La rumeur parle de licenciements et accompagne l'arrivée d'une nouvelle direction. Un des chefs liquidateurs, Geshir, recevra deux primes de quatre millions de centimes s'il arrive au bout du plan de licenciements. Il perçoit 7 500 francs par mois pour ses déplacements, et 42 mil-

lions de centimes par an, comme « salaire ».

A chômage pour les uns, bonne paye pour les autres.

Devant la mobilisation du personnel de la Paumellerie, et la détermination des patrons du groupe Allevard, à quelle porte frapper, que faire ?

A quoi sert
un patron ?

Dès le début du conflit, en juin, ne bénéficiant plus de l'effet de surprise, les directeurs quittent l'usine. Ils n'y reviendront plus.

Les carnets de commandes étant pleins, les ateliers tournent. Un patron

ne sert à rien, dans le travail quotidien. Il est nuisible en fin de mois, sur la feuille de paie. A part ça, la vacance patronale ne grippe pas les rouages de l'entreprise, qui continue à honorer ses commandes. Il n'y a pas eu de débat dans le personnel pour savoir s'il fallait continuer de produire, ou s'il fallait une coopérative ouvrière... les patrons partis, la vie continue. Mais la lutte des classes aussi.

Car ces patrons veulent leurs 220 licenciements. Ils ont recours à leur justice, leurs tribunaux. Dépôt de bilan, cessation de



Les « Bella » à Matignon en 1981.

POUPEES BELLA

Deuxième riposte à une seconde faillite

Une première solution industrielle à la sauce gouvernementale 1982 vient de faire faillite. Les travailleurs de Bella font les frais de l'opération.

« Tout est à refaire ! » Pour les travailleurs des « poupées Bella » à Perpignan, ces quatre mots résument trois ans de vie, une lutte acharnée contre les licenciements en 1981 et 1982 et le spectre du chômage qui leur retombe sur le dos en 1984. Cinquante millions de prêts divers, la construction d'une usine neuve, la création d'un Euromarché où furent reclassés 270 travailleurs non repris à Bella en 1982

débouchent sur un nouveau dépôt de bilan. « J'ai mal appréhendé l'immensité de la tâche », conclut confus Bécher, le repreneur bon chic-bon genre, auquel le gouvernement Mauroy avait laissé toute latitude pour relancer Bella. On comprend la première exigence des « Bella » aujourd'hui : la création d'une commission d'enquête !

En avril 1982, Dreyfus, ministre de l'Industrie ré-

pondait au député communiste Tourné, l'interrogeant sur le sort de l'usine : « Le problème de l'entreprise est grave et le gouvernement, à votre demande, le suit avec attention depuis plusieurs mois (...) Nous allons faire le nécessaire pour stabiliser la situation. » Les travailleurs avaient été mis hors du coup. Ils étaient placés sous la surveillance des CRS.

Aujourd'hui l'attitude des pouvoirs publics est identique. C'est le refus de tout dialogue. Lundi 17 septembre, les « Bella » bloquent la gare de Perpignan, l'intervention des CRS ne tarde pas. Une compagnie surveille en permanence le retour des « Bella » dans les rues pour défendre leur emploi. Est-il besoin d'ajouter

qu'à Perpignan le discrédit du gouvernement va croissant ?

Les « Bella » n'ont pas l'intention d'en démordre : Zéro licenciement, Bella vivra ! Leur lutte rencontre un large écho sur la ville, les milliards de centimes de fonds publics dilapidés restent en travers de la gorge de plus d'un habitant. Les travailleurs d'une entreprise du bâtiment, la Sogetem, menacés de licenciements, ont pris contact avec ceux de Bella pour agir ensemble. Mardi 18 septembre, la CGT, la CFDT et la CFTC de Bella appelaient à une manifestation commune soutenue par les unions locales CGT, CFDT, FO, FEN.

M. M.

paiements, liquidateur judiciaire, voilà leur « travail », après avoir vainement demandé l'ex-

pulsion des travailleurs de l'usine.

Et le 8 septembre, pour bien faire sentir leur cynisme patronal, ils demandent au comité d'entreprise le

licenciement de dix délégués pour « organisation du travail sans la présence des représentants du groupe », « travail pendant les congés », « travail pendant le lock-out », « voie de fait sur la direction ». Les lettres de licenciement commencent d'arriver le 12 septembre.

Et le gouvernement ? Le 7 septembre, au ministère de l'Industrie, un administrateur provisoire est nommé, pour arrêter le processus de fermeture de l'entreprise.

Comment gagner ?

Des Paumellerie électrique, il y en a partout en France.

Et les raisons des licenciements ne sont pas plus ailleurs que dans ce cas motivées par l'acharnement patronal à lutter contre la concurrence étrangère.

Appliquées à ce cas, comme à tant d'autres, les formules du genre « produire français » ou contre-plan pour prouver que l'entreprise est rentable,

sont à côté de la plaque. Et elles ne conduisent qu'à admettre quelques licenciements pour sauver — provisoirement — les autres.

Imaginons un instant que les syndicats mobilisent dans tout le groupe Allevard et dans tout le groupe CGIP, pour lutter contre les licenciements ; imaginons que dans tous ces groupes aux structures financières et industrielles souvent anarchiques, un front uni des travailleurs se constitue contre les directions patronales ; imaginons que, pour un patron à la Paumellerie électrique de la Rivière de Mansac, licencié signifie avoir sur le dos une grève unie dans l'ensemble des usines du groupe, relayée et soutenue par les unions locales et départementales...

Ce serait, c'est la seule voie pour gagner, en Corrèze et en Dordogne, comme ailleurs.

Jean Lantier
en collaboration avec
« le Petit Rouge
du Périgord »

DE NOS CORRESPONDANTS

CGCT- Téléphone L'organisation va à la dérive

La direction de la CGTC (matériel téléphonique, ex-filiale d'ITT, nationalisée) avait pris ses précautions pour que le plan de suppression de 961 emplois, approuvé par le ministre des PTT, Mexandeau, passe inaperçu. Mais la quasi-totalité des cinquante travailleurs de l'informatique s'est mise en grève le 7 septembre en apprenant les noms des huit futurs licenciés dans leur service. « On ne laissera pas tomber les copains ! » Un comité de grève était élu, les grévistes tentaient de convaincre les travailleurs des autres services de rejoindre le mouvement.

Après plusieurs débrayages, avec le soutien des syndicats CGT, CFDT, FO, CGC, le service informatique continua seul la grève jusqu'au 18 septembre. La direction a refusé toute négociation. Les grévistes ont repris le travail en s'engageant à rester mobilisés et à agir de nouveau si aucune solution n'était trouvée pour les huit. Conscients que faire reculer le plan de licenciements CGCT, passera par une lutte à l'échelle de tout le groupe.

SLIGOS- VINEUIL La carte bleue sous la menace

Sligos s'est installée en 1975 dans la zone industrielle de Vineuil (dix kilomètres de Blois) avec cinquante personnes. Trois cent cinquante salariés travaillent aujourd'hui dans l'entreprise, un autre établissement est en cours de création à Blois. Sligos, c'est le traitement des transactions monétaires pour la carte bleue, une place stratégique dans le secteur, certains services fonctionnent 24 heures sur 24. Les femmes constituent plus de 90 % du personnel, recruté sur place et formé sur le tas (à l'exception des informaticiens !). En mai 1984, les salariés décident de se donner les moyens d'agir et de se défendre, et créent une section syndicale.

En août une pétition réclamant des augmentations de salaires allant jusqu'à 500 F pour le bas de l'échelle (entre 4 000 et 7 000 F) est largement signée. Cent quatre-vingt personnes sont directement concernées, cent soixante paraphent le texte remis au directeur d'établissement. Les signataires sont bien décidés à aller jusqu'à la grève si les revendications ne sont pas satisfaites.

Devant la menace, après dix heures de négociations durant deux semaines, Sligos cède, et accorde les augmentations de salaires revendiquées à quelques francs près. La détermination des nouveaux syndiqués, la mobilisation de la grande majorité des travailleuses ne suffit certes pas à expliquer cette victoire relativement facile, à l'heure où l'on voit peu de luttes victorieuses. Le choix du moment y est aussi pour quelque chose. L'accord signé récemment entre carte bleue et le Crédit agricole devrait être tout bénéfice pour Sligos.

FENWICK TROYES Reconversion au chômage

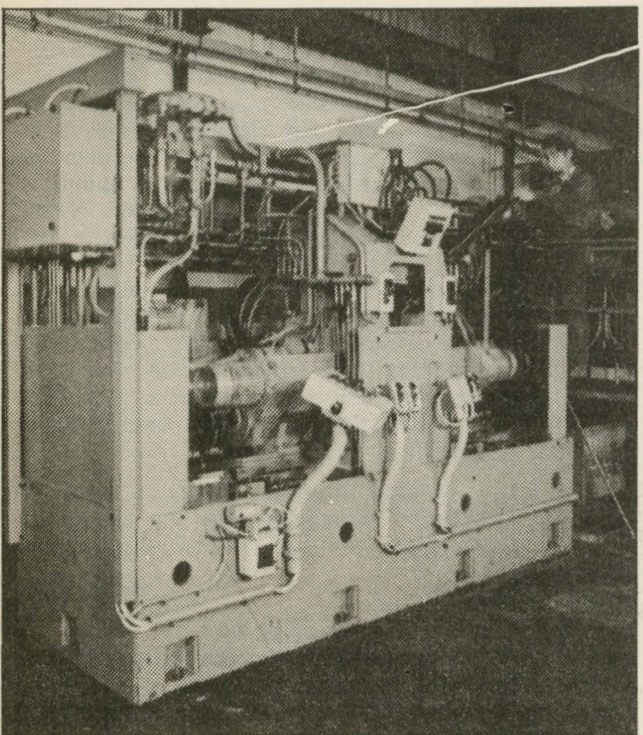
Deux jours avant d'être fermée, l'usine Fenwick de Troyes (fabrication de chariots élévateurs gros modèle) venait de recevoir quatre-vingt commandes. Bel exemple de modernisation industrielle du type Fabius ! Le groupe Linde (RFA) rachète Fenwick manutention et tire un trait sur Troyes en supprimant 500 emplois (il fabrique déjà des chariots de ce type). Il conserve l'usine de Châtellerault, spécialisée dans les petits chariots qui ne figuraient pas encore dans sa gamme de produit, et réduit l'effectif de plus de cent postes de travail. Linde récupère la marque Fenwick et le réseau de distribution et d'entretien en France. Fenwick SA, la maison mère du groupe, investit la somme empochée au cours du rachat... dans une société immobilière troyenne !

Fenwick représentait à Troyes le symbole du renouveau industriel local dans une agglomération où l'industrie textile concentrait depuis des années l'essentiel des activités. A leur tour, deux mille licenciements pointent leur nez dans ce secteur pour les semaines et les mois qui viennent. Les travailleurs de Fenwick ont décidé de demander des comptes : au maire Galley, ministre de la V^e République de 1968 à 1981 qui a eu fort à faire lundi 17 septembre, lors de la réunion du conseil municipal à laquelle ils avaient décidé de participer massivement à l'appel de la CFDT ; comme aux pouvoirs publics. Edith Cresson, ministre du Redéploiement industriel est aussi maire de Châtellerault. Deux bonnes raisons de répondre de la reconversion sauvage des Fenwick au chômage.

MONTBELIARD Enlèvement d'un militant marocain

Employé au comité d'entreprise des automobiles Peugeot à Sochaux, travaillant en France depuis dix-neuf ans, militant CFDT et président de l'ATMF-Montbéliard (Association des travailleurs marocains en France), Abdelkader Gouddar retourne dans son pays tous les deux ans. Il est arrivé au Maroc cet été, le 14 août, avec sa fille aînée. Son passeport lui a été confisqué à la douane. Il devait être de retour le 3 septembre à Montbéliard. Ses amis restés en France étaient en contact téléphonique quotidien avec lui. Depuis dimanche 4 septembre, il ne donne plus aucun signe de vie.

Le 6 septembre, l'ATMF de Montbéliard posait publiquement la question, lors d'une conférence de presse : Qu'est devenu Gouddar ? Le 13 septembre, une nouvelle réunion s'est tenue avec le soutien de la CIMADE, l'UTIT, l'UL-CFDT, le syndicat CGT-Sochaux, l'association des élus communistes et républicains, le PSU, la LCR, le GCR. Un comité de soutien se met en place. Il organise la signature d'une pétition et l'envoi de télégrammes à l'ambassade du Maroc exigeant : « Liberté de circulation pour Abdelkader Gouddar ! »



CFDT

La région Basse-Normandie veut redresser la barre

Il n'est pas habituel qu'une structure syndicale prenne l'initiative de porter devant la presse les débats d'orientation. L'union régionale de Basse-Normandie vient de le faire lors d'une conférence de presse le 17 septembre.

Il fallait vraiment réagir pour que les militants ne se découragent pas. Responsable d'une CFDT affrontée à des patrons le plus souvent réactionnaires, subissant la récession de plein fouet avec des taux de 15 % de chômeurs ou plus, l'équipe dirigeante de Basse-Normandie ne peut avoir aucune illusion sur un consensus social autour de « nouvelles solidarités ». A leurs yeux, les dernières initiatives de la direction confédérale, comme le texte du rapport d'Edmond Maire en avril dernier (1), sont « un véritable retournement d'orientation ».

Comme leurs militants, ils ne peuvent accepter que la prise en charge de la lutte contre le travail précaire soit abandonnée. Comme leurs militants, ils ressentent le poids de la division entretenue au sommet de la confédération : souvent majoritaire ou faisant jeu égal avec la CGT, ils savent bien que la division des forces ouvrières fait le jeu des adversaires.

L'organisation va à la dérive

« Faire bouger les choses dans la CFDT », tel est donc, résumé par Guy Robert, leur secrétaire général, le projet qu'ils se fixent. « Il y a une démarche d'appareil qui entraîne l'organisation à la dérive. » Et, aggravant encore la situation, il y a une absence de fonctionnement démocratique de la confédération, dont les prises de position par médias interposés réduisent les militants au rôle d'exécutants sans droits. A tour de rôle, devant la presse, les membres de la commission exécutive ont dénoncé la dérive de la confédération.

Dérive sur la pratique syndicale : la direction de la confédération enferme les travailleurs dans des négociations entreprise par entreprise. Elles servent le patronat : « Les militants, désorientés, acculés, cherchent le moins mauvais », résume Michel Gigand. Souvent en effet, les patrons prennent l'initiative et proposent une réduction du temps de travail en échange d'une « flexibilité ». A l'opposé, une stratégie syndicale est nécessaire : « Sans action nationale, comment réduire les inégalités entre entreprises ? » De même, « comment obtenir une augmentation du SMIC ? ». « Il faudra bien, souligne Guy Robert, tirer le bilan de l'objectif des 35 heures et de la revalorisation du SMIC de près de 30 % : les deux revendications étaient étalées jusqu'en 1985, qui n'est pas loin ! »

Dérive aussi, disent-ils, quant aux liens entre la CFDT et la politique gouvernementale. « Les prises de position de la confédération contre le protectionnisme étaient une utilisation de la CFDT dans un débat interne au PS », résume Etienne Adam. Il y oppose la réalité connue par les syndicalistes : Renault-Véhicules-Industriels (RVI, ex-Saviem de Caen) voit ses emplois menacés par le dumping (2) de Mercedes ou Iveco ; dans le textile aussi de nombreuses entreprises sont dans la même situation. Il dénonce l'usage par la confédération de « l'amalgame entre "goulag" et mesures de protection face aux stratégies des multinationales » et ramène le débat à une question incontournable : « Peut-on continuer à

faire confiance au patronat pour assurer l'avenir de l'emploi ? »

La façon dont la direction confédérale conçoit les rapports avec le patronat ne inquiète particulièrement : « Pourquoi accepter d'assouplir les butoirs juridiques dans l'usage des contrats à durée déterminée et dans le travail intérimaire ? », demande Brigitte Adélaïde. Elle reprend la condamnation par la CFDT Basse-Normandie des déclarations

de Jean Kaspar (3). Elle rappelle qu'il ne s'agit pas d'une simple question idéologique mais d'une pratique syndicale sur plusieurs années : collectifs de militants prenant en charge les chômeurs et les précaires, plaquette d'informations... Pendant trois ans, la confédération a même financé un demi-poste de permanent. « Nous avions une base d'accord pour traiter le chômage et la précarisation comme un phénomène d'ensemble : 40 % des nouveaux inscrits à l'ANPE à Caen ne sont-ils pas, en 1984, des travailleurs en fin de contrats précaires ? » Pourquoi la confédération a-t-elle changé ? Pourquoi a-t-elle affirmé la supériorité d'un statut précaire sur le chômage ? « Aucun débat n'a eu lieu dans l'organisation... »

La direction choisit le capitalisme

Finalement, tournant le dos aux objectifs de la CFDT, « la confédération a fait le choix de s'enfermer dans la logique capitaliste », explique Jean Bocquet. La stratégie de la CFDT est en fait abandonnée par la direction confédérale : « refus de la lutte tous ensemble », « refus de l'unité d'action », « remise en cause de l'objectif du socialisme autogestionnaire » (l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange permettant leur socialisation, la planification démocratique et l'autogestion). En fait, résume-t-il en montrant la contradiction décisive, « la démarche confédérale est plus politique que syndicale : elle cherche à ce que le syndicat représente l'intérêt général de la nation et oublie que son rôle est d'organiser les travailleurs pour la défense de leurs intérêts ».

Aux journalistes qui s'étonnaient de l'ampleur des divergences, ils donnèrent une explication limpide : beaucoup de ces désaccords durent depuis des années ; un large débat a eu lieu dans les syndicats de leur région ; un long texte de contribution a été adopté en juin et imprimé ; un tract aux adhérents est diffusé à quinze mille exemplaires. Le moment était venu de prendre une initiative plus voyante : « Si le débat démocratique n'était pas entravé dans la confédération, cette conférence de presse (4) n'aurait sans doute pas lieu d'être », disaient-ils. Mais, ajoutait Guy Robert, « il faut parler haut et clair pour créer le débat dans toute la confédération ».

Parler haut et clair

La portée de cette initiative est là : un grand nombre de structures syndicales, partageant les mêmes orientations, cherchent à débattre entre elles pour redresser la barre. Nous avons déjà signalé à plusieurs reprises le regroupement Pour une autre démarche syndicale, des minorités autour de 40 % des congrès régionaux (Nord, Languedoc-Roussillon...) des prises de position de fédérations (Finances, Hachitex...) ou de gros syndicats de la métallurgie (région parisienne, sidérurgie...). Tous ceux-là, s'ils défendent ensemble des positions qui semblent assez largement communes, ont assez de force pour rappeler à la direction confédérale que la CFDT, outil syndical, appartient aux militants.

Chacun comprend que, dans la situation actuelle de crise du mouvement ouvrier, l'enjeu est d'importance.

Pierre Rème

1. Voir Rouge du 4 mai.
2. Vente à bas prix pour casser la concurrence.
3. Voir Rouge du 14 septembre.
4. Soixante-deux invitations avaient été envoyées à la presse.



INTERVIEW DE PATRICK ROTMAN

« Une société a l'école qu'elle mérite »

« Les Porteurs de valises » et « la Deuxième Gauche » les avaient fait connaître. En cette rentrée, Hamon et Rotman rendent leur dernière dissertation sur un sujet sensible : les profs (1). Patrick Rotman a accepté de « passer l'oral » pour « Rouge ».

● Votre livre va à contre-courant de la grande croisade en faveur du « retour à l'instruction », dans les collèges en particulier.

Cette croisade s'appuie sur un discours nostalgique, rétro, le discours de l'âge d'or, de profs qui ont connu le lycée, où il y avait 30 ou 40 % d'une génération qui rentrait en sixième, qui était socialement et culturellement typée. Il y avait, à cette époque, les mêmes référents culturels et presque la même appartenance sociale entre les profs et les élèves. Le problème de la transmission du savoir ne se posait pas, à la limite, puisque les élèves aspiraient à cette connaissance. Ce discours rétro fait abstraction du bouleversement démographique et démocratique, de l'ouverture de l'école. Le problème ce n'est pas de se tourner sans arrêt vers une école idéalisée mais de préparer l'école du XXI^e siècle.

Quand on fait rentrer 100 % d'une classe d'âge en collège, on ne peut pas avoir le même niveau moyen que quand on en fait rentrer 30 ou 40 %, qui sont sélectionnés.

Les 700 000 élèves qui en 1958-1959 allaient en classe de certificat d'études pour apprendre en trois ou quatre ans, à lire à peu près rentrent aujourd'hui directement en sixième. Tous ces phénomènes-là sont liés à l'évolution normale de la société. Mais le système éducatif n'a pas été capable de digérer, et cela ne date pas d'aujourd'hui.

● C'est tout le problème de la finalité de l'école qui est reposé.

Dire que l'école doit servir à transmettre des connaissances, c'est un truisme sur lequel tout le monde peut tomber d'accord. L'école doit fondamentalement servir à transmettre des connaissances. Mais les deux questions qui se posent immédiatement, c'est quelles connaissances et comment sont-elles transmises ? Là, les discours généraux perdent de leur acuité. Le métier d'enseignant n'est pas le même dans un collège de banlieue, dans un collège rural, un lycée parisien, un lycée de province... On ne transmet pas la même

chose, et cela ne passe pas de la même manière.

Une des choses qui m'a le plus frappé dans cette enquête, c'est cette espèce de révolte des élèves contre l'école, de refus de savoirs qui sont donnés. Cela touche une proportion considérable des élèves, même si cela prend une forme de léthargie, d'attentisme, de résistance muette. Il y a un sentiment d'inutilité de l'école très angoissant. Ce phénomène dont les causes fondamentales sont à rechercher dans l'autonomisation de la jeunesse qui touche toutes les sociétés occidentales développées, explique la coupure entre les profs et les élèves.

Le casse-tête des profs : Comment faire passer quelque chose ? Comment transmettre des connaissances, un savoir à des élèves qui sont en situation de re-



Patrick Rotman que nous avons interviewé en compagnie du coauteur de « Tant qu'il y aura des profs » : Hamon.

fus de l'école ? Voilà le problème de fond. Il y en a un deuxième qui est : quel savoir, quelles connaissances ? Tout le monde peut se mettre d'accord sur le fait qu'il faut savoir lire, écrire,

compter correctement, au sortir de l'école primaire. Ce n'est pas une ambition démesurée, mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. Cela dit, le système éducatif souffre d'avoir gardé des savoirs en

grande partie immuables dans une société qui bougeait.

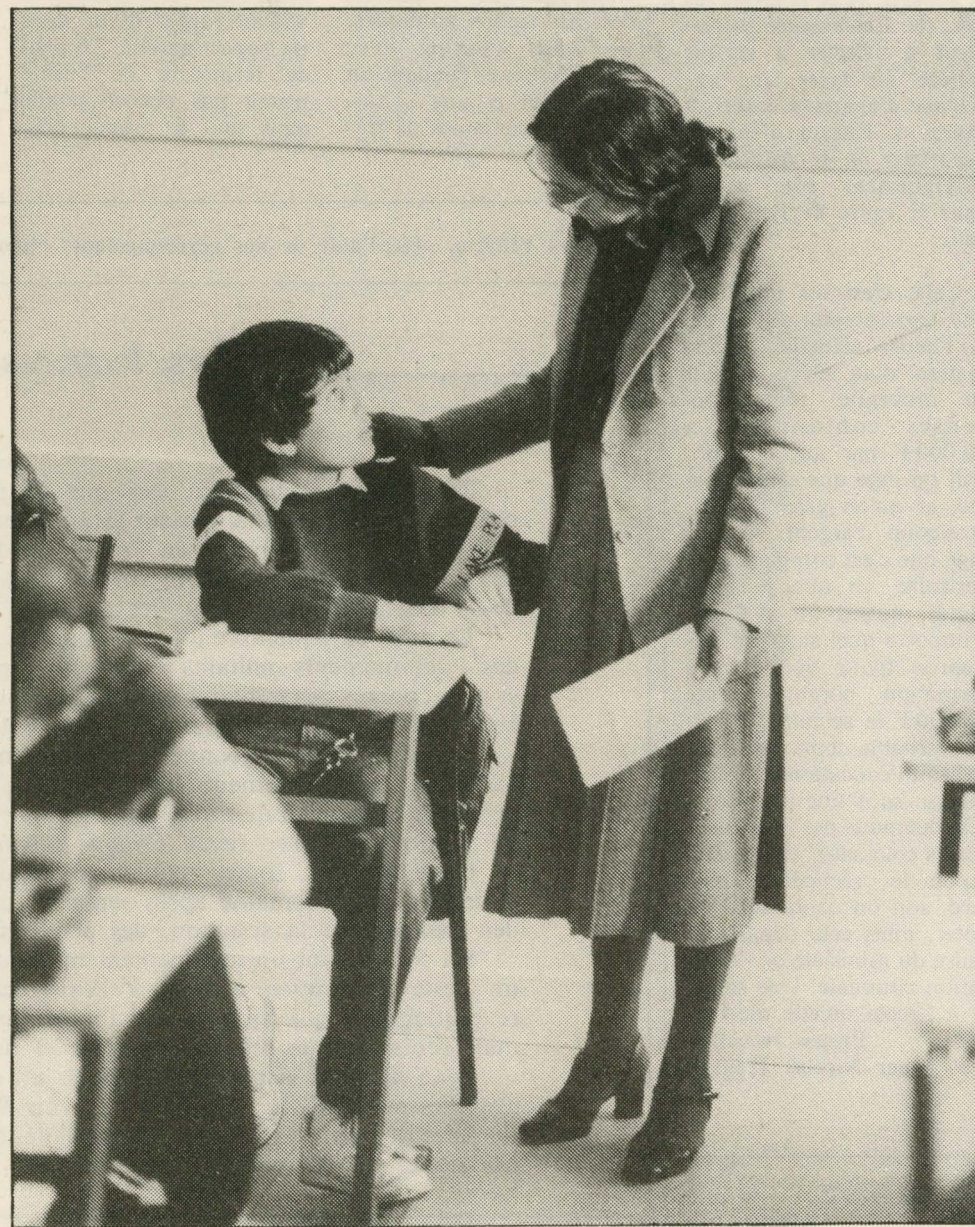
Le retard qu'il prend à intégrer des connaissances que les élèves apprennent par ailleurs dans la société (on peut prendre aussi bien l'exemple de l'image que de l'informatique aujourd'hui), est un facteur de sclérose et de rejet de l'école.

● Il ne faut donc pas renoncer à l'école unique ?

Contrairement à beaucoup d'idées reçues, l'école

unique n'existe pas. Il y a une diversité des situations, une pluralité des publics scolaires, une hétérogénéité des profs, une complexité des situations locales, etc., qui font qu'aucun système centralisé ne peut rendre compte de cette situation et ne peut y répondre. Autrefois, c'était simple, l'école au début du siècle offrait l'alphabétisation : il fallait apprendre à lire et à écrire aux petits Français.

Suite page 12



La « deuxième gauche » à l'école

Il est déjà trop tard pour présenter *Tant qu'il y aura des profs* : la télé Pivot, les médias et la pub en ont parlé. Alors, pourquoi *Rouge* ?

Justement pas pour céder à la mode. Mais parce qu'une interview est aussi une confrontation : et le réveil de la gauche, dans les salles de profs comme ailleurs, passe par la réactivation d'un débat d'idées, de la polémique politique. *Rouge* continuera donc de s'ouvrir à toutes les gauches, y compris les plus lointaines.

Ce dernier livre de l'équipe Hamon-Rotman est à bien des égards comparable à la *Deuxième Gauche* qui l'avait précédé. Même écriture. Même méthode, celle de l'enquête longue, avec ses révélations, petites et grandes.

Lecture agréable donc, et instructive. Mais les deux petits derniers de Hamon-Rotman se ressemblent aussi par leur approche idéologique.

A côté de certaines de leurs propositions, Savary serait passé pour un Jacobin crispé. Confondant l'initiative pédagogique et l'éclatement du service public, Hamon-Rotman défendent, au nom de l'égalité, la mise en concurrence de tous les établissements scolaires. Concurrence et égalité feraient-elles bon ménage ?

Sans doute le centralisme n'élimine pas toutes les inégalités. Mais la décentralisation ne manquera pas de les aggraver, dans un système social inchangé. That is the question.

N. J.



Suite de la page 11

Cette tâche a été admirablement remplie. Aujourd'hui, la demande scolaire est complètement diversifiée, et aucune réglementation nationale ne peut répondre à cette diversité. Donc, il faut donner le pouvoir de décision à ceux qui sont chargés de les appliquer. Cela veut dire effectivement qu'il faut sortir le système éducatif de son hyper-centralisme, de son inertie, de son immobilisme et de son gigantisme.

● Vous êtes, en effet, des décentralisateurs radicaux... Une des dernières phrases de votre livre, est pour dire : « L'idée de service public est une conquête. Si l'on souhaite que cette conquête perdure, il convient, d'extrême urgence, que le service public éclate ». C'est la même chose que dit la nouvelle droite, non ?

Non, justement, on dit le contraire ! Si le service public n'est pas capable de se diversifier, de prendre en charge la diversité des publics à qui il s'adresse, le danger est tout le courant, en résumé « Madelin », « école à la carte », et « concurrence sauvage ». Cela va passer inéluctablement, parce que le service public ne pourra plus prendre en charge la demande du public ; le service public, c'est répondre au public, et le public est tellement diversifié aujourd'hui qu'il faut lui répondre de manière diversifiée. Et cela, c'est le service public qui doit l'assumer lui-même, en donnant l'autonomie de ses établissements. Pourquoi dans le service public chaque établissement devrait-il faire la même chose ? Il n'est pas absolument indispensable qu'un collège de banlieue qui a 40 % d'immigrés fonctionne de la même manière qu'un lycée. Dans le cadre d'orientations nationales, il faut donner aussi un peu de liberté aux gens et à chaque établissement de se fixer des projets qui doivent répondre aux besoins de la population. Et je suis convaincu que si on ne le fait pas, on va voir les effec-

tifs du privé monter en flèche.

● Les inégalités que tu constates viennent justement de la façon dont s'exerce déjà la demande sur le système. Renforcer le poids de la demande, c'est élever le prix des places dans les établissements super compétitifs, alors que dans les établissements les plus défavorisés, la demande ne s'exprime pas, parce que c'est là où les familles sont les moins actives dans le cheminement scolaire des élèves...

La hiérarchie des établissements existe aujourd'hui, elle est occulte. Tout le monde sait qu'il y a des bons et des mauvais lycées et quand on « sait », on se débrouille très bien pour aiguiller ses enfants. Les profs connaissent bien la « bourse » des établissements. Il ne faut pas croire au miracle : aucune réglementation ou régulation, ne permettra qu'un établissement à Aulnay-sous-Bois fonctionne avec les meilleurs résultats et de la même manière que le collège du XVI^e. La seule chose qu'on puisse faire, c'est de faire le maximum pour les élèves d'Aulnay, d'adapter les méthodes d'enseignement à un public difficile. C'est tout ce qu'on dit : la volonté centralisatrice se veut égalitaire, mais elle ne l'est pas dans la pratique, parce que deux établissements ne peuvent pas fonctionner de la même manière.

L'école ne peut corriger les inégalités sociales, culturelles, intellectuelles, mais elle doit au moins en tenir compte. Ni les profs, ni le système éducatif, ne peuvent résoudre la crise économique, le chômage, la destruction des familles, la crise de la jeunesse, la violence. Tout cela court les banlieues et éclate dans les collèges. Ce n'est pas l'école qui va le résoudre. A l'heure actuelle, on fait croire que les enfants sont égaux devant l'école, et qu'ils ont tous droit à la même chose. Ce n'est pas vrai.

● Quelle autonomie pédagogique peut-il y avoir quand il n'y a même pas les moyens de gérer un budget pédagogique dans un établissement, parce que le chauffage absorbe quasiment tous les crédits ?

L'autonomie pédagogique n'a de sens que dans le cadre d'une certaine autonomie financière, c'est évident. Cela pose des tas de problèmes généraux de fonctionnement du service public. A l'heure actuelle, les hôpitaux fonctionnent en pleine autonomie financière, les directeurs reçoivent une enveloppe globale et se débrouillent avec. On ne peut pas dire que les hôpitaux ne font pas partie du service public.

● Justement, cela fait partie des mesures d'austérité dans la santé, cela a été introduit comme forme de gestion de la pénurie, et de la même façon, on a commencé récemment à affecter à chaque collège ou lycée une enveloppe d'heures de cours, à charge à chacun d'eux de supprimer ou de réduire tel enseignement pour rester dans le cadre de l'enveloppe...

Cela, c'est un problème qui dépasse celui de l'école. A l'heure actuelle, la formation d'un élève revient en moyenne, toutes dépenses confondues, à 10 000 F par an, environ. Soit on juge que c'est énorme, et qu'on gaspille ainsi beaucoup d'argent, soit on juge que c'est complètement dérisoire, ce que je crois plutôt, quand on sait que n'importe quel stage en entreprise (pour donner une formation pointue) coûte 10 000 F la semaine. Il y a un véritable choix de société : soit l'éducation et la formation sont une priorité et cela demande des investissements colossaux, et l'on sait qu'on les récupérera plus tard, soit on continue à voter, mais cela dépasse le cadre du ministère de l'Education nationale. Une société a l'école qu'elle mérite.

Propos recueillis par Nicolas Jeanson

« Tant qu'il y aura des profs ». Le Seuil 79 F.
— 5 % à La Brèche, 9, rue de Tunis, 75 011 Paris.



Après l'attaque du local de Rouen

Au moment de boucler le dernier *Rouge*, nous avons appris que le local de la LCR de Rouen avait été attaqué par les fascistes. Des cocktails Molotov ont été lancés contre la vitrine. Une pièce a commencé à brûler ainsi que l'installation électrique. Le lendemain, c'est un militant connu de la LCR qui était agressé dans la rue, en sortant de chez lui par deux fascistes. S'agit-il d'un test ou d'une initiati-

ve locale ? Toujours est-il qu'à Rouen, l'extrême droite ne se contente plus de discours mais passe aux actes. La LCR de Rouen a fait appel à la riposte unitaire de toutes les forces démocratiques.

Plusieurs organisations ont déjà accepté de signer en commun un communiqué qui s'engage à agir dans l'unité contre toute nouvelle attaque de ce genre. Il s'agit notamment

de la FEN, du PS, du PSU, de la LCR, du CLAP, de la LDH et de la FA. Le PC, pour sa part, s'est engagé à publier son propre communiqué. La CGT a mis la question à l'ordre du jour de sa prochaine réunion de direction, seule la CFDT se tient jusqu'à présent volontairement à l'écart de toute réaction.

A Rouen, la riposte ne fait que commencer. □

Un méchoui à Clermont-ferrand

La section de Clermont-Ferrand de la LCR a décidé de réunir ses sympathisants pour la rentrée en organisant un grand méchoui. Plus de cent personnes y ont participé. Ce succès est dû à l'implantation que la LCR a réussi à

créer dans la plupart des grands secteurs de la ville et à son rôle dans les mobilisations contre Le Pen. De nombreux militants et responsables syndicaux étaient présents. On a beaucoup parlé de la rentrée sociale mais aussi du

Nicaragua. Dans cette région, plusieurs brigadistes étaient rentrés et parmi eux Catherine, la camarade des JCR qui avait été blessée lors d'une embuscade tendue par les contre-révolutionnaires. □

400 personnes à la fête à Perpignan

Juste avant les vacances, la Fédération Nord-Catalogne de la LCR a organisé une grande fête près de Perpignan. Quatre cents personnes ont répondu à son appel, ce qui représente un beau succès. De la musique, des stands, des discussions politiques, un court meeting avec Alain Krivine. Pendant un après-midi et une soirée, plusieurs centaines de tra-

vailleurs ont rencontré les militants de la LCR. Parmi eux un nombre significatif de militants du PC et surtout beaucoup de « Bella ». A la fois celles et ceux qui n'avaient pas été licenciés dans la première charrette mais aussi les anciens travaillant aujourd'hui dans un super marché. Le plan de fermeture de l'usine n'était pas encore public mais tout le monde déjà

présentait la mesure qui a abouti depuis à l'occupation de l'usine. Cette fête n'est pas passée inaperçue. La presse, la télévision en ont rendu compte. Quant au maire socialiste qui avait prêté les lieux, il était aussi présent avec plusieurs conseillers municipaux. Bref, une initiative qui ne sera pas sans lendemain. □

Georges Villetin, avec l'aide de nos correspondants régionaux.

Lecteurs, lectrices

Tu connais *Rouge*. Tu sais que tu peux y trouver chaque semaine des analyses sur les principaux événements politiques qui surviennent en France ou dans le monde ; des reportages et informations sur les luttes, les campagnes de la LCR, des interviews, des dossiers.

Le mois de septembre est l'occasion du renouvellement des « abonnements militants ». Si tu n'y a pas déjà souscrit et si tu connais des militants de la LCR, ils vont te proposer cette formule dans les jours qui viennent.

Avec ce mode d'abonnement, un(e) militant(e) de la LCR te remet directement chaque semaine ton exemplaire de *Rouge*, à ton lieu de travail ou chez toi ; et chaque mois un numéro de notre revue *Critique communiste*.

Cette formule, rodée maintenant depuis trois ans, te permettra ainsi, semaine après semaine, de discuter avec des militants de la situation, des activités de la LCR.

En souscrivant un abonnement militant, tu feras aussi un geste de soutien concret à l'existence d'une presse révolutionnaire qui ne vit ni de subventions ni de publicité mais seulement de ses abonnements et de ses ventes.

Si tu n'as pas la possibilité d'avoir un contact régulier avec des militants, tu peux aussi recevoir *Rouge* et *Critique communiste* par la poste... renseigne-toi auprès des camarades que tu connais ou écris-nous.

TCHAD

Au revoir et à la prochaine

La plus grosse opération militaire française depuis la guerre d'Algérie va s'achever, permettant à Mitterrand de se tirer une épine du pied tout en maintenant le fer au feu. L'accord franco-lybien ne résoud pas la question tchadienne.

Toute la classe politique se félicite de l'accord franco-lybien sur « l'évacuation totale et concomitante du Tchad des forces armées françaises et des éléments d'appui lybiens au GUNT ainsi que de la totalité de leur armement et équipement respectifs ». Bien sûr quelques esprits chagrins dans l'opposition demandent à juger sur pièces, mais enfin les états-majors analysent l'accord comme un succès pour Mitterrand, qui dans la tradition gaullienne de la V^e République, suivait directement le dossier.

L'argument officiel de l'intervention a toujours été de porter assistance à un gouvernement légitime victime d'une invasion étrangère, en vertu d'accords militaires liant les deux pays. Il fallait avoir vraiment l'esprit tordu comme un anti-impérialiste pour voir là une intervention coloniale du même type que celles menées par les régimes précédents.

Une addition d'environ deux milliards

L'opération Manta, qui devrait s'achever vers la mi-novembre, constitue la plus grosse opération militaire menée par la France depuis la guerre d'Algérie. Plus de trois mille hommes, 3 500 tonnes de matériel pour un coût journalier de trois millions de francs, soit un total dépassant le milliard de francs lourds, non compris la solde du corps expéditionnaire. De plus, il faut ajouter la perte de deux avions Jaguar à environ trois cents millions pièce, et les dégâts subis par un Mirage-F1 et plusieurs

hélicoptères. L'addition tourne ainsi autour de deux milliards de francs alors qu'un nouveau budget d'austérité se prépare.

On nous a également expliqué qu'il en allait de la crédibilité de la France en Afrique, surtout face à un adversaire comme Khadafi. Et l'on a vu les intellectuels de service, de Montand à l'ex-maoïste Jean-Pierre Le Dantec, prendre les accents de Déroulède, essayer de nous faire prendre la vessie de l'impérialisme pour la lanterne de la démocratie. L'opération Manta a réaffirmé la place de la France comme l'une des principales puissances impérialistes de la planète, aussi jalouse de ses chasses gardées africaines que les USA des leurs en Amérique latine. Paris s'est appuyé sur son dispositif militaire continental, principalement au Gabon, au Cameroun et en République Centrafricaine.

Un accord par dessus les Tchadiens

Les journalistes qui ont fait la tournée des popotes nous ont abreuvé de reportages sur l'ambiance dans la « coloniale ». Dans cette prose à la sauce Bigeard, on trouve ce témoignage d'un adjudant à propos de l'accord : « Cela nous enlève la possibilité de sortir, plus de Liban, plus de Tchad, on se demande aujourd'hui où on va aller, car notre véritable raison d'exister c'est l'intervention, le contact... » Du côté des parents des victimes, un commentaire : « Mon fils est mort pour rien. Comme ceux d'Algérie. Comme ceux d'Indochine. » Son fils comme dix des onze autres victimes n'est pas tombé

sous les balles du GUNT — ce qui aurait témoigné d'un clair engagement anti-impérialiste de la part de ce dernier — mais victime d'accident en montant la garde pour l'impérialisme français et les intérêts néo-coloniaux.

Du côté tchadien, alors que les alliés de Khadafi affirment avoir été tenus au courant, même si on imagine mal qu'ils puissent peser d'une manière quelconque dans la balance, Hissène Habré, lui, l'a plutôt mauvaise. « Ce que nous ne comprenons pas, a déclaré l'homologue tchadien de Cheysson, c'est que l'on ne nous ait pas mis au courant de ce qui se tramait alors que c'est nous qui avons demandé à nos amis français de nous aider à nous défendre. »

Il a fallu dépêcher le baroudeur en chef, Hernu, qui n'a coiffé la publication du communiqué de presse qu'au poteau.

La France ne respectait déjà pas à la lettre ses accords militaires avec le Tchad, puisque les « instructeurs » devaient être sous uniforme et autorité tchadienne. Les dernières péripéties démontrent que, pour avoir choisi de renflouer le pouvoir d'Hissène Habré, Paris n'estime pas devoir laisser à quelqu'un d'autre le soin de traiter les affaires africaines. La négociation franco-lybienne s'est déroulée par dessus la tête des différentes fractions locales.

Pourtant sur le terrain l'affaire bénéficie provisoirement à Habré qui, au prix d'exactions de ses troupes dans le Sud, a fait redémarrer l'administration et la vie économique, alors que le front de ses adversaires a éclaté. Les Français ont formé huit cents soldats de la garde présidentielle, à défaut d'une armée nationale, et les deux mille soldats zairois qui gardent la capitale ne sont pas concernés par l'accord.

Une solution durable reste à trouver et rien ne dit que les troupes françaises n'iront pas à nouveau s'ensabler. Certains milieux de droite ont avancé leur solution. Pierre Messmer, ancien gouverneur colonial est, lui, pour la partition, jugée inéluctable, afin de conserver le Sud où sont implantés les intérêts cotonniers français.

L'hebdomadaire la Vie française publiait dans son numéro du 20 février 1984 un article où Habré se faisait traiter en un paragraphe de « dictateur », de « tortionnaire », de « sanguinaire », etc... et ne ménageait pas sa sympathie à une troisième force incarnée par l'Alliance tchadienne pour la paix et la démocratie de Jean Bawoyeu Alingue.

Les différentes fractions tchadiennes, tour à tour au pouvoir, n'ont cessé de s'affronter militairement. En appuyant sans réserve Habré, en déversant un flot d'équipement et d'argent dans ses caisses, la France renforce les risques d'affrontement et d'une nouvelle guerre civile.

Déjà, en 1981, alors que les troupes françaises et lybiennes s'étaient successivement retirées, il n'a pas fallu un mois pour que Habré ne reprenne le sentier de la guerre contre le gouvernement de Goukouni. La force Manta retirée, la présence française au Tchad n'aura pas disparu. Elle est permanente et l'emprise économique ne fait que perpétuer l'oppression des populations tchadiennes.

Jean-Jacques Laredo

VU ET REVUE

Le consensus

« Ouf ! » Le Figaro imagine ainsi la réaction à Paris. Pourtant son éditorialiste, Serge Maffert, songe déjà au prochain appel au secours auquel la France aura à répondre car après le retrait, « il restera le Tchad et les Tchadiens, c'est-à-dire des problèmes qui n'ont jamais été résolus et dont on ne voit pas comment ils pourraient l'être. »

Le Quotidien de Paris se félicite tout en se demandant si la France va lâcher Hissène Habré. Guy Claisse dans le Matin s'exclame : « Mission accomplie » pendant que, dans les mêmes colonnes, Elio Comarin juge qu'il y a échec pour Khadafi, piégé par « cette logique qui permet à la France d'apparaître aux yeux de certains pays d'Afrique comme le seul recours en cas de danger mortel. »

Les Echos distribuent les bons points en attribuant à Claude Cheysson « tout le mérite de ce coup de théâtre ». Craignant peut-être que « Tonton » en soit chagriné, Serge July manie la brosse à reluire dans Libération sous le titre : « Les jeux du temps et du désert. »

Il écrit : « Les hagiographes de François Mitterrand ne manqueront pas de remarquer que le président français est un orfèvre en la matière. » Il poursuit dans une veine cocardière : « La France dispose encore d'un réel pouvoir de dissuasion politique et militaire en Afrique. » (Hernu a dû respirer).

L'Humanité cherche à démontrer la continuité de sa ligne politique « dès le premier jour... » Il convient de rappeler que le PCF, alors au gouvernement, s'est contenté d'émettre des réserves sans s'opposer à l'envoi des troupes ou sans demander leur retrait.

Le Monde enfin met l'accent sur le « consensus en France » et le « rôle majeur » de la diplomatie secrète.

Jean-Jacques Laredo





L'Euskadi en ébullition

Manifestations, articles de presse, banderoles dans les villes et les villages, conversations dans les rues et les cafés, un seul sujet de préoccupation : « las extradiciones ».

● De notre envoyé spécial à San Sebastian

Les attentats contre les succursales d'entreprises ou les magasins français, des voitures marquées d'un macaron « F » aux vitres cassées, les regards froids, hostiles, croisés lorsqu'on descend de ces mêmes voitures : à San Sebastian, à Hernani, dans toute l'Euskadi les réactions, le sentiment « anti-Français » se développent face aux menaces d'extradition du gouvernement de Fabius. Pour la majorité des Basques, les socialistes de Paris prêtent main-forte aux oppresseurs de Madrid.

La constitution d'un gouvernement et d'un Parlement basques, le droit d'organisation pour les partis nationalistes, le bilinguisme, le drapeau... furent les concessions accordées par les gouvernements post-franquistes. Elles n'ont pas résolu, loin de là, le désir d'autonomie, d'indépendance de l'Euskadi.

Surtout, les Basques n'ont pas oublié. Ils n'ont pas oublié le chef du commissariat de leur village, de leur quartier de Bilbao ou d'ailleurs qui torturait avec la bénédiction de Franco, à l'époque. Ces flics, bien connus de la population, sont restés à leur poste. Les gouvernements qui se sont succédés à Madrid ont tous maintenu militaires et policiers dans leurs fonctions,

dans les mêmes commissariats. Et ils ont gardé toute leur arrogance, tous leurs pouvoirs ! Les « bérêts rouges », la police basque, rencontrés aux carrefours des villes d'ailleurs ne font que la circulation.

Les symboles de l'oppression

On comprend dès lors pourquoi toutes les organisations nationalistes et révolutionnaires mettent en avant comme revendication essentielle le retrait de toutes les forces d'occupation espagnole. Le gouvernement de Madrid est confronté à une situation explosive.

Aux dernières élections, les partis nationalistes (1) ont rassemblé plus des deux tiers des suffrages. Parmi eux, une formation nationaliste révolutionnaire, Herri Batasuna, dont les milliers de militants appuient politiquement les activités de l'ETA militaire. Leur quotidien *Egin* se vend à 50 000 exemplaires.

Au printemps dernier, le nouveau gouvernement du PSOE tenta de désamorcer la situation en négociant avec le Parti nationaliste basque (PNV). Ce fut l'échec. La mobilisation populaire empêche aujourd'hui tout compromis. Depuis lors, le gouvernement s'est fixé un autre objectif : la liquidation militaire de l'ETA...

Cette nouvelle attitude, qui rencontre le soutien total de la hiérarchie militaire, s'accompagne d'une bienveillance complice à l'égard du Groupe antiterroriste de libération (GAL), groupe paramilitaire et fasciste dont la seule activité est de liquider physiquement les militants nationalistes de part et d'autre des Pyrénées.

Un mouvement ouvrier divisé

D'un côté, le PSOE et le PCE relayés par les directions syndicales des Commissions ouvrières et de l'Union générale des travailleurs, ont déclaré une véritable guerre à l'ETA. Ils font campagne pour l'extradition des réfugiés. De l'autre, les *Abertzale* (nationalistes), certaines associations démocratiques et les organisations révolutionnaires de l'Etat espagnol. Au Pays Basque, la division est totale dans le mouvement ouvrier et populaire.

La position du PNV est une épine supplémentaire pour Madrid. Le PNV est obligé de refuser les extraditions. Il envisage même un *paro autonomico*, c'est-à-dire une grève du Parlement qu'il contrôle. Leur but est double : résister aux décisions de Madrid qui visent à retirer une série de prérogatives aux institutions basques et éviter que la nouvelle radicalisation nationaliste ne profite aux « extrémistes » de l'ETA.

En Euskadi, la mobilisation contre l'extradition des sept militants nationalistes est générale. Elle est en grande partie portée par Herri Batasuna, qui lie cette

campagne au soutien à l'ETA. Les manifestations de rue, les banderoles dans tous les villages, et les actions spectaculaires se multiplient. Une « Lettre aux peuples du monde » circule et elle a déjà recueilli plus de cent mille signatures.

Dans cette campagne, nos camarades de la LKI, organisation basque de la LCR de l'Etat espagnol, sont très actifs. A San Sebastian, ils ont organisé avec le MKE une manifestation de 1 000 personnes. Ils sont, aussi, partie prenante du réseau de comités, mis en place par Herri Batasuna et ils combattent dans les Commissions ouvrières d'Euskadi pour qu'elles s'associent à cette lutte.

C'est parce qu'ils participent pleinement à ce combat pour les droits et les intérêts d'Euskadi et en particulier la défense de l'ETA contre la répression qu'ils peuvent porter les critiques nécessaires à l'organisation nationaliste en ce qui concerne ses méthodes de lutte, sa conception de la violence révolutionnaire. Mais aujourd'hui, au-delà de leurs désaccords, tous les révolutionnaires se retrouvent aux côtés de l'ETA, victime de la répression.

Albert Edmontier

1. PNV : Parti national basque. Parti bourgeois ayant une base sociale petite-bourgeoise et populaire et dirigeant les institutions basques.
Herri Batasuna : front politique de l'ETA militaire. Parti nationaliste révolutionnaire.
CCO : Commissions ouvrières, syndicat proche du PCE.
UGT : syndicat proche du PSOE.
MKE : Mouvement communiste d'Euskadi, extrême gauche.

YUGOSLAVIE

Liberté pour les emprisonnés politiques !

A la suite de la vague de répression qui a touché les milieux intellectuels critiques de Yougoslavie, il y a plusieurs mois, un Comité Radomir Radovic vient de se constituer en France. Le nom de ce comité est symbolique : il reprend celui du jeune syndicaliste, défenseur acharné des droits des travailleurs, communiste convaincu au sens vrai du terme, trouvé « suicidé » après plusieurs interrogatoires policiers en avril dernier. Il avait été de ceux qui participaient à ces réunions de l'Université volante, cercles hétérogènes de débats où la police avait effectué une brutale intervention en avril dernier.

Le Comité Radomir Radovic recherche auprès des personnalités de la gauche française et des organisations ouvrières et démocratiques l'aide dont ont besoin les emprisonnés politiques de Yougoslavie.

D'ores et déjà, il soutient l'envoi d'une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) pour suivre le procès des intellectuels de Belgrade à la fin de ce mois. Les inculpés risquent plus de cinq



ans de prison pour de simples idées, comme le confirme un acte d'accusation scandaleusement creux.

Les autorités yougoslaves sont très sensibles aux pressions extérieures. Il faut exiger la libération de Gordan Jovanovic, Miodrag Milic, Dragomir Olujić, Pavlo Imsirovic, Vladimir Mijanovic et Milan Nikolic et demander la levée en appel de la condamnation de Seselj. Adresser lettres et télégrammes de protestation à l'ambassade de la Yougoslavie (54, rue de la Faisanderie 75016 Paris) et au président de la RSFY : M. Djuranovic, Bulevar Oktobarske revolucije, 92 Beograd - Yougoslavie.

Envoyer des doubles au Comité Radomir Radovic (qui transmettra aux familles et avocats de la défense), c/o Michal Matta, 34, rue Feutrier 75018 Paris. Le comité de soutien financier pour ses actions et en premier lieu pour l'envoi de la mission de la FIDH au procès : CCP Michel Matta, 24 576 89 Paris.

C. Verla

N'oubliez pas...



TURQUIE

Yilmaz Guney, un symbole de la lutte contre la dictature

Ce sont environ 5 000 exilés turcs et kurdes qui se sont rassemblés pour adresser un dernier salut à Yilmaz Guney mort d'un cancer le 10 septembre 1984. Ce cinéaste s'était rendu célèbre par des films tels que *Yol*, *le Troupeau*, *le Mur*.

Yilmaz Guney est né en 1937 dans une famille kurde pauvre. Il fait des études d'économie et s'engagea politiquement à l'Université. Il fut condamné à deux ans de prison en 1962 à cause de l'un de ses livres.

Durant les années soixante marquées par la montée de la gauche, il participa à différentes activités. Lors de la résurgence du mouvement étudiant en 1968, il aida et cacha des révolutionnaires du THKP-C (Parti-Front de libération du peuple de Turquie). En 1971, il fut de nouveau emprisonné avec le coup d'Etat militaire comme complice de la guérilla urbaine visant au renversement du gouvernement par les armes. L'amnistie générale de 1974 lui rendit la liberté. Mais il fut remis en prison en 1975 et condamné à une peine de dix-sept ans sous l'accusation de meurtre d'un procureur.

Tout au long de ces années, Guney fut proche du maoïsme. Bien qu'il n'ait pas de lien organisationnel direct, il apparut comme proche d'une organisation « pro-albanaise », Hakin Kurtulusu (Libération du peuple) jusqu'en 1979. Par la suite, il tenta d'organiser un mouvement populiste autour d'une publication portant son nom « Guney ».

Au moment du coup d'Etat du 12 septembre 1980, Guney était en prison, d'où il dirigeait la mise en scène de ses films. En 1982, il s'enfuit de Turquie et se réfugia en Suisse puis en France. A l'étranger, il tenta de nouveau d'organiser des militants révolutionnaires ayant pour l'essentiel rompu les liens avec le maoïsme et s'opposant au stalinisme. A sa mort, il publiait le journal *Mayis* (Mai).

Yilmaz Guney, mort à 47 ans, était un symbole pour tous ceux qui combattent la dictature militaire en Turquie.

A. T.

TANGO

Choisir la vie

« Le tango apparaît comme une double danse du ventre dont la lascivité est accentuée par des contorsions exagérées. On croirait voir un couple de mahométans sous l'effet de l'opium... Dès 1913, le tango est ainsi attaqué par le journal anglais de Buenos Aires. Pour défendre ses propres couleurs, il tente déjà de déformer le goût. Le tango est l'héritier des « payador » qui au XIX^e siècle chantaient la vie des gauchos, gardiens des troupeaux dans les plaines immenses. Les chants de travail, les candombés, de ceux-ci, souvent sang-mêlé (espagnol, indien, noir) donneront naissance à la balade populaire argentine, la milonga. Ces musiques sont intimement liées à la recherche par le peuple argentin de son identité nationale.

Victimes de la mise sous tutelle économique des Britanniques liés aux gros propriétaires terriens, les immigrants, après une conquête de l'Ouest avortée, refluent à Buenos Aires où vont se retrouver le tiers des Argentins. Dans cette ville, va naître le tango dansé par les ouvriers du port ; les portenos. Expression de la faune du grand port, elle s'élargira à l'ensemble du sous-prolétariat alors en formation.

C'est dans les bordels, les bordels que se développe cette musique. Elle exprime la solitude de l'homme sans perspectives, sans paysage, la tristesse du déraciné, sa

détresse du paradis perdu ; l'Europe. Par là, le tango s'associe au blues des Noirs américains.

Bien vite, il parlera non seulement d'amour blessé et de nostalgie mais aussi de la pauvreté et des conditions de vie des exploités. La bourgeoisie argentine rejettera, dénigrera, le tango. Il fera un tabac en Europe et surtout en France où l'on ne retiendra que la lascivité et le machisme de la danse.

Pendant vingt ans, le chanteur Carlos Gardel exprimera parfaitement dans cette musique les sentiments de tout un peuple. Chassant la bourgeoisie libérale, les militaires mettront fin au « radicalisme » et pendant la « décennie infâme » de 1932 à 1942, l'impact du tango va régresser. Le million d'Argentins présents à l'enterrement de Gardel, en 1935, en feront la plus grande manifestation populaire de cette période.

Des intellectuels vont alors écrire et composer des tangos, mais celui-ci perdra de son authenticité et deviendra trop contemplatif.

Quand, en 1943, Peron prend le pouvoir, il « officialise » le tango représenté par des milliers de musiciens, par plus de six cents orchestres. A devenir ainsi une musique « d'Etat », il n'y gagnera pas. La chute de Peron en 1955 marque, croit-on, sa fin. Astor Piazzola viendra. Il le modernise, il l'ouvre sur d'autres musiques dont le jazz. Il va lui donner un second souf-

fle. Le groupe de « la nouvelle chanson de Buenos Aires » remet en valeur son essence populaire. Le Cuarteto cedron ouvre en 1967 le premier café-concert de la ville.

Après l'intermède de Peron, en 1975 l'armée reprend le pouvoir, elle accentue la répression. Le Cuarteto et d'autres artistes qui formeront le groupe Tiempo Argentino émigrent à

Paris et avec force et fierté ils affirment la vitalité d'une musique profondément enracinée dans un pays. Ils expriment tous les déchirements du présent.

Le temps du tango c'est maintenant des images furtives de chasse aux terroristes, un regard de prisonnier derrière les grilles, des flics, des militaires qui surveillent des matchs de foot, des gens qui meurent... et toujours

cette musique, cette danse, voulant figer le temps en choisissant la vie.

● Tango Argentino au Théâtre du Châtelet jusqu'au 11 octobre.

● Piazzolla et la chanteuse Milva aux Bouffes du Nord jusqu'au 29 septembre. Tel : 239 34 50.

● Casino de Paris du 15 novembre au 15 décembre. Reprise de l'ensemble des manifestations organisées à

Toulouse pour le centenaire de Carlos Gardel.

● Osvaldo Piro au « Trottoirs de Buenos Aires », aux Halles.

● ...Et si vous voulez un disque : Carlos Gardel, l'inoubliable chanteur de tango (double 33. EMI. Réf 1848 1924-5) et « l'Age d'or du Tango » (double 33. RCA. Réf F.J.L. 2/7177) par Carlos Gardel.

Alexis Violet

ROCK

Nina Hagen à la fête de l'Huma

Les nostalgiques des certitudes de l'art populaire et prolétarien ont dû se taper la tête contre les murs quand ils ont vu et entendu la prestation de Nina Hagen à la fête annuelle de l'Humanité. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle ne les a pas loupés. Après tout, on ne peut que se réjouir lorsque la respectabilité stalinienne est ébranlée. Entendus parmi les spectateurs ces propos de militantes du PCF : « C'est une vraie facho, cette nana ! Elle est accompagnée de SS ». L'envie me manquait de leur répondre : « A chacun son boche ! », comme cela se disait à une certaine époque. Stalinsme restera toujours synonyme de crétinisme.

Eh bien non ! Nina Ha-

gen, manifestement, est très loin de tout ce qui peut être « facho ». Il est vrai que son passé en RDA, ses antécédents familiaux ne lui ont pas fait découvrir les joies profondes du socialisme réel. Il est aussi vrai que ses petits discours sur le « retour à la croyance à Dieu » sont crispants. Cela dit, une messe avec Nina Hagen, j'y cours ventre à terre. Rien que pour voir la tronche des curés et des tenants de l'école « libre », ça serait franchement marrant. Nina Hagen ne fait pas partie de cette bande de biens pensants, morbides et eux réellement fascisants. Elle est porteuse de cette idéologie du « No Future » (que, bien évidemment, je ne partage pas) très significative d'une partie de

la jeunesse allemande traumatisée par le passé nazi, la division de l'Allemagne, l'image déformée du communisme — accompagnée d'un mode d'expression culturelle venant de la domination américaine.

Effectivement, les ambiguïtés et les provocations ne manquent pas. Un guitariste qui a un vague aspect de SS (vêtu de cuir, crâne rasé avec casquette bizarroïde), un bassiste noir au « look » très reggae et quelques outrances sexuelles — légères. Pas de quoi crier au fascisme !

Et quelle chanteuse, mes bon amis ! Une voix phénoménale qui interprète des classiques du rock, *Carmen* et *l'Internationale* (en allemand, histoire de rappeler

aux tenants du socialisme à la française que ça se chante aussi de l'autre côté du Rhin). C'est tout simplement extraordinaire, avec une présence scénique époustouflante. Quant aux paroles, j'ai compris qu'il était souvent question de « Soviet Union » et d'« Atombomb » ! Comme quoi ça marque !

On peut penser que les meilleures œuvres artistiques sont toujours des provocations pour l'ordre établi, bourgeois ou stalinien. En tout cas, Nina Hagen représente un phénomène majeur du rock, à l'heure actuelle. Bref, son passage à la fête de l'Huma, quelle claque pour certains, mais quel pied pour les autres !

Jean Villain



● Samedi 21 h 25 (FR3) *En croisière*, film de J. Blystone avec Laurel et Hardy

23 h (TF1), « Droit de réponse » consacré à culture et BD avec un titre idiot « Astérix contre la Joconde » (et pourquoi pas « Astérix et la Joconde » ?)

● Dimanche 20 h 35 (TF1) *le Voyou*, film louche de Le-louch

22 h 30 (FR3) *Profession reporter*, de M. Antonioni avec J. Nicholson et M. Schneider clôt ce superbe cycle consacré au cinéma italien. Je découvrirai en même temps que vous ce

dernier film d'Antonioni, que je ne saurais trop recommander à votre curiosité. La semaine prochaine, début d'un alléchant cycle consacré à divers aspects du cinéma fantastique...

● Lundi 20 h 35 (FR3) *le Point de non-retour*, de John Boorman avec Lee Marvin et Angie Dickinson. Adapté d'un excellent roman de Richard Stark, *Point Blank* fut la première incursion de Boorman dans le film noir... et à Hollywood. Le résultat est stupéfiant. Comme quelques années plus tard avec

The Heretic (l'Exorciste 2), Boorman a transfiguré un classique scénario de film noir en parabole onirique sur l'Amérique, ses codes, ses chemins de la puissance, un peu à la façon d'un Orson Welles dans *M. Arkadin*. C'est dire l'originalité et l'intérêt de ce film.

● Mardi 20 h 40 (A2) *les Aventures du capitaine Wyatt* de Raoul Walsh avec Gary Cooper. L'un des plus beaux films d'action du cinéma américain ; l'un de ceux, en tout cas, dont la recette est désespérément recherchée par les Lucas, Spielberg et autres nouveaux magiciens de la machinerie hollywoodienne. Le dernier *Indiana Jones* le prouve : un bon scénario ne peut tout... quand il manque la grâce. Ici, tout (rythme haletant, insolite des situations et des caractères, splendeur des scènes

d'action, humour...) concourt à faire de *Distant Drums* un classique du film d'aventures !

20 h 35 (FR3) *Nestor Burma détective de choc* de J.-L. Miesch... (re)lisez donc Léo Mallet !

● Mercredi 22 h 20 (FR3) troisième volet de l'intégrale de *Scènes de la vie conjugale* d'Ingmar Bergman avec Liv Ullmann.

● Jeudi 20 h 40 (FR3) *la Cité des femmes* de F. Fellini avec M. Mastroianni. Tout ce que j'avais dit sur *Huit et demi* ici-même il y a quinze jours peut être retourné négativement à propos de ce film. La fulgurance d'une idée, le génie d'un démiurge, peuvent soudain accoucher d'une souris ! Le film est, plastiquement, complètement étonnant. Pourtant, il ne parvient pourtant pas à accrocher le rêve à sa panoplie de bazar et reste un bel

objet sans âme, croulant sous le stuc et un budget exagérément titanesque.

● Vendredi 20 h 35 (TF1) *Salut les Mickey* célèbre le cinquantième anniversaire de Donald, dont la célèbre phrase « Wanna fight ? » (tu cherches la bagarre ?) devrait au moins être aussi connue que le leitmotiv de Bugs Bunny : « What's up, doc ? »

22 h 55 (A2) un cycle consacré à l'enfance ne pou-

vait commencer que par *Zéro de conduite* le film de Jean Vigo. Poème merveilleusement décapant et libertaire, *Zéro* fut interdit par la censure, de la date de sa réalisation... à 1945 ! Ce film génial, salué par les surréalistes et honni par la bourgeoisie est peut-être avec *l'Age d'or* de Bunuel le film le plus subversif de l'histoire du cinéma. A ne rater sous aucun prétexte !

Michel Laszlo

Je viens de voir (mercredi 21 h 25 à TF1) le premier volet de *l'Enfant est une personne* de Tony Lainé, Bernard Martino et Gérard Lauzun. Je ne résiste pas au désir de vous pousser à aller faire ce fa-

buleux voyage auprès de l'enfant. La qualité de cette première émission donnant une furieuse envie d'aller plus avant, et de suivre cet étonnant reportage en deux volets.

QUATRE ANNEES DE REAGANISME (2)

Docteur Folamour à la Maison-Blanche

Chose fréquente lors de la campagne électorale, Reagan fait de nombreuses émissions de radio. Et pour essayer le micro, il plaisante. Parfois, cyniquement, comme cet été : « Le bombardement de l'URSS va commencer ». L'actuel président des Etats-Unis serait-il un va-t-en-guerre dangereux ? Sa politique depuis quatre ans et son dernier projet de budget militaire le laisse penser.

Reagan est arrivé à la Maison-Blanche avec non pas des idées simples, mais avec une seule idée : le monde est bipolaire. Lorsque l'Amérique avance, l'URSS recule. Depuis quatre ans, le chef de l'exécutif américain prône donc la création d'un « consensus stratégique » antisoviétique. L'idée étant que tous les conflits régionaux sont secondaires face à la menace que fait peser sur le monde l'expansionnisme soviétique. Plus, les guerres de libération sont l'instrument de la domination de Moscou.

Cette simplicité, c'est aussi de déclarer que la planète toute entière constitue un « intérêt vital » pour les Etats-Unis. En langage diplomatique, dire qu'une région est un intérêt vital signifie que l'on est prêt à se battre pour celle-ci. « Son ignorance des forces complexes qui secouent de manière imprévisible le Tiers Monde, sa tendance à classer les nations sous l'étiquette "ami" ou "ennemi" et à baser sa diplomatie sur ce seul jugement seront les chausse-trapes plus que probables », écrivaient en 1981 quatre journalistes du *New-York Times*.

Visiblement l'exercice du pouvoir pendant quatre années n'a en rien changé les conceptions internationales de Reagan. Celui-ci a beau prétendre, cyniquement, dans un discours, le 25 janvier, que les Etats-Unis n'ont « jamais été agresseurs », les chausse-trapes se sont multipliés. Le palmarès des débarquements, des manœuvres, des intimidations, des blocus... militaires qui ont jalonné son mandat est impressionnant.

Une politique impopulaire

Le Proche-Orient est vital, et d'abord le Liban. On assigne donc aux Marines venus à Beyrouth en « force de paix » la mission de protéger le gouvernement Gemayel, et on envoie croiser au large du Liban, le cuirassier *New-Jersey*. Le Soudan et le Tchad aussi, et Khadafi reçoit le message cinq sur cinq quand sont déployés dans la région des avions-radars *Awacs*. L'Amérique centrale est vitale également, les soldats américains au Honduras et les manœuvres navales au large du Nicaragua en sont la preuve. Les Caraïbes aussi, les Marines débarquent à la Grenade. L'Europe, bien sûr, est vitale, et l'on y déploie Cruises et Pershings. Et la liste est loin d'être exhaustive...

Reagan a beau dire que la fermeté américaine a rendu le monde « plus sûr » qu'auparavant, les citoyens américains ne semblent pas de son avis. Un sondage du *Washington Post*, publié le 20 janvier 1984, indique que 50 % des Américains jugent de façon négative la politique étrangère de Reagan. 60 % des personnes interrogées désapprouvent la politique de Reagan au Liban (contre 30 % d'opinions favorables). 60 % des sondés jugent que Reagan en fait un peu trop avec les forces américaines à l'étranger, et seulement 23 % approuvent « le fait que les Etats-Unis soient impliqués dans des tentatives de renversement du gouvernement du Nicaragua » par le soutien qu'apporte la CIA aux rebelles antisandinistes.

La politique étrangère de Reagan est impopulaire. Pourtant le projet de budget militaire pour l'exercice 1985 ressemble comme un frère aux précédents. 305 milliards de dollars devraient aller aux militaires qui émergeraient pour 29 % dans les dépenses budgétaires globales des Etats-Unis. Il s'agit d'un chiffre record, en augmentation de 14 % sur le précédent.

La rivalité avec l'URSS

L'augmentation globale des programmes d'armement nucléaire du Pentagone doit être de 23 %. Il passe de 52 milliards de dollars en 1984 à environ 64 milliards en 1985. Cette augmentation considérable

Cette nouvelle approche fut dévoilée dans le discours dit « Star War » (guerre des étoiles) prononcé le 22 mars 1983 par Reagan, qui prônait la mise au point de nouvelles techniques capables de détruire en vol les missiles ennemis. Les dépenses consacrées à ce programme — sous le titre « Strategic defense initiative » (SDI) — passeront de 991 millions de dollars en 1984 à 1,8 milliards en 1985 et à 3,8 en 1986. Une augmentation de 284 % en deux ans !

Pour justifier cet extraordinaire effort, l'administration Reagan insiste sur le caractère « défensif » des armes proposées. Mais maints experts estiment que loin de renforcer la sécurité des Etats-Unis, ces programmes vont la diminuer. En plus, on est en droit de s'interroger sur le caractère « défensif » de la « Guerre des étoiles ».

« Alors qu'il serait difficile — sinon impossible — à ces systèmes de détruire en totalité les milliers de missiles et d'ogives lancées par les Soviétiques en cas d'attaque générale, ils auraient en théorie beaucoup de chance d'anéantir le petit nombre de missiles qui survivraient à une première frappe lancée par les Etats-Unis pour désarmer l'URSS. »

Cette opinion de Michaël T. Klare, membre de l'Institute for policy studies (Washington), exprimée dans le *Monde diplomatique* de juillet 1984, a le mérite de la clarté.

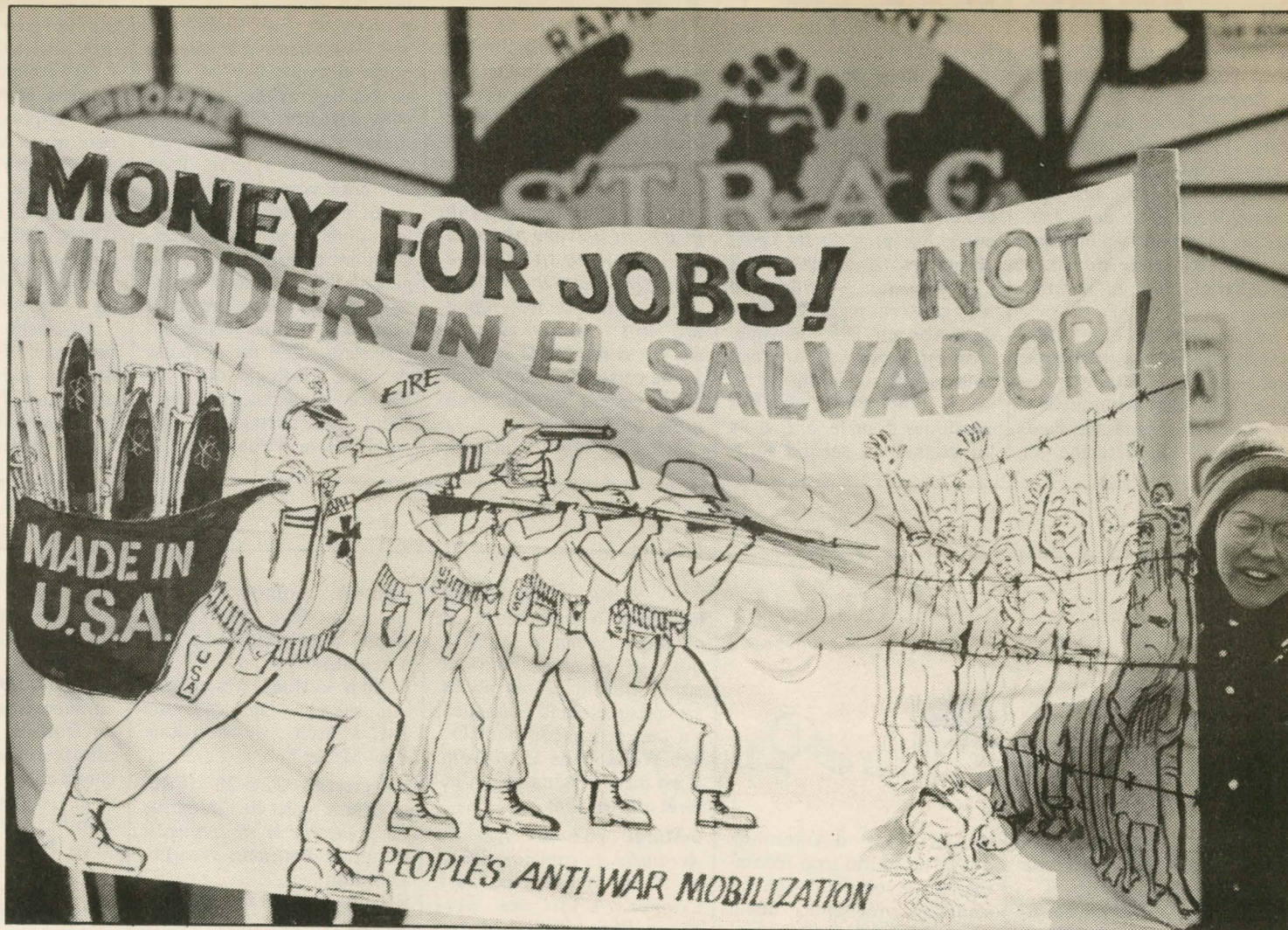
Ainsi Reagan, le « va-t-en guerre »,

prévue pour la « Force projection », c'est-à-dire les forces aéromobiles et amphibies prévues pour les interventions militaires dans le Tiers Monde.

Les interventions dans le Tiers Monde

Les Etats-Unis doivent être prêts à intervenir « en l'une ou l'autre des régions du monde — éventuellement en même temps », explique Gaspar Weinberger, devant le Congrès américain, lors de la présentation du projet de budget militaire, le 1^{er} février 1984. L'intervention à la Grenade, loin d'être une erreur de parcours, est un exemple. L'affaire de « la Grenade a confirmé une leçon tirée en 1982 de la guerre des Malouines, précise le Secrétaire à la défense de Washington dans ce même exposé, nous ne devons pas seulement organiser nos forces pour faire face aux éventualités que nous pouvons prévoir, mais aussi nous doter des moyens d'affronter des éventualités imprévues. »

Il poursuit : « le président Reagan s'est trouvé confronté au paradoxe de la paix — à savoir que pour préserver la paix, le pacificateur doit être prêt à employer la force et à s'en servir à bon escient. » C'est sans doute ce désir de « pacifier à l'américaine », comme à Grenade, qui pousse à la formation d'une nouvelle division de l'armée



des dépenses nucléaires servira à acquérir un large éventail d'armes nouvelles et à améliorer les systèmes de commandement et de contrôle nucléaire du Pentagone. Elle est sans doute la plus importante depuis le lancement du programme de missiles intercontinentaux et de sous-marins lance-missiles au début des années soixante. Des sommes colossales seront consacrées à la mise au point et à la construction d'une nouvelle famille d'armes stratégiques destinées au combat dans l'espace.

après avoir froidement envisagé une « guerre nucléaire limitée à l'Europe », n'exclut aucunement une guerre nucléaire généralisée déclenchée par... lui-même. Mieux, avec la « Guerre des étoiles », il la prépare directement. Aux protestations, le maître de la Maison-Blanche répond qu'il est le dirigeant du « monde libre » et que « l'Amérique est trop grande pour de petits rêves ». De par le monde, les rêves ne sont sûrement pas identiques !

Une augmentation encore plus forte est

de terre, forte de 10 000 hommes, qui sera conçue pour intervenir dans le Tiers Monde. C'est la première à être mise en place depuis la fin de la guerre du Vietnam.

Ce projet de budget est révélateur. Révélateur de la politique suivie, il l'est aussi sur les intentions de Reagan. Plus que jamais, la rivalité avec l'URSS et les interventions dans le Tiers Monde sont mises à l'ordre du jour.

Alain Gwenn